REPUBLIQUE DU BENIN FRATERNITE – JUSTICE – TRAVAIL

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

INSPECTION GENERALE DES FINANCES

.....
INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

AUDIT DE LA GESTION DES RESSOURCES DU FONDS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES (FADeC) AU TITRE DE L'EXERCICE 2015

COMMUNE DE AVRANKOU

Etabli par Messieurs:

- HOUNKPE A. Jean, Inspecteurs des Finances (MEF)
- KOKO Coffi Dotouvi, Inspecteur Général des Affaires Administratives (MDGL)

Octobre 2016



TABLE DES MATIERES:

INTRODUCTION	1
1. ETAT DES TRANSFERTS FADEC, GESTION ET NIVEAU DE CONSOMMATION DES CREDITS PAR LA	
COMMUNE	4
1.1 SITUATION D'EXECUTION DES TRANSFERTS FADEC	4
1.1.1. Situation des credits de transfert de la commune au titre de la gestion	4
1.1.1.1 Les transferts reçus au cours de l'année 2015	4
1.1.1.2. Les reports au titre de l'exercice clos au 31/12/2014	6
1.1.1.3. Récapitulatif corrigé des crédits d'investissement ouverts par la commune au titre de la gestion 2015	·7
1.1.2. Respect des dates de mise a disposition prevues des ressources fadec	11
1.2 GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE DES RESSOURCES FADEC TRANSFEREES	13
1.2.1. Connaissance par le RP des ressources transférées, information du maire et comptabilisati	on 13
1.2.2. Régularité de la phase comptable d'exécution des dépenses	13
1.2.3. Délais d'exécution des dépenses	14
1.2.3.1. Délai de liquidation et de mandatement de l'ordonnateur	14
1.2.3.2. Delais de paiement du comptable	15
1.2.4. Tenue correcte des registres	15
1.2.5. Tenue correcte de la comptabilité matière	16
1.2.6. Production et transmission des situations périodiques sur l'exécution du FADeC	16
1.2.7. Traçabilité des ressources et dépenses FADeC dans les comptes et qualité de la gestion	
budgétaire	17
1.2.8. Classement des documents comptables et de gestion budgétaire	
1.2.9. Archivage des documents comptables au niveau de la RP	
2 PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET EXECUTION DES REALISATIONS FINANCEES SUR RESSOURCE FADEC	
2.1 PREVISION DES PROJETS A REALISER DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION	
2.2 AFFECTATION ET UTILISATION DES RESSOURCES FADEC	
2.3 ETAT D'EXECUTION DES REALISATIONS	
2.4 SITUATION DES REALISATIONS INELIGIBLES	
2.5 QUALITE ET FONCTIONNALITE DES INFRASTRUCTURES VISITEES	
2.5.1. Niveau de fonctionnalite des infrastructures receptionnees	
2.5.2. Contrôle des ouvrages et constats sur l'état des infrastructures visitées	
2.5.2.1. Contrôle périodique des travaux	
2.5.2.2. Constat de visite.	
2.5.2.3. Authentification ou marquage des réalisations financées ou cofinancées sur FADeC	34
3 RESPECT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES ET D'EXECUTION DES COMMANDES	
PUBLIQUES	
3.1 RESPECT DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHES	
3.1.1. Existence de plan annuel prévisionnel de passation des marchés	
3.1.2. Respect des seuils de passation des marchés publics	37
3.1.3. Respect des seuils de contrôle et d'approbation (seuils de compétence) des marchés publics	37
3.1.4. Respect des règles relatives à la publicité des marchés publics	38
3.1.5 Conformité des documents de passation des marchés	39
3.1.5.1. Conformité des DAO et marchés aux modèles types	39
3.1.5.2. Conformité de l'avis d'appel d'offres	40
3.1.5.3. Appréciation de la conformité du PV d'ouverture des offres	
3.1.5.4. Conformité et régularité du PV d'attribution des marchés.	
3.1.6 Effectivité du contrôle de la CCMP /DNCMP	
3.1.7 Approbation des marchés par la tutelle	
3.1.8 Respect des délais de procédures	42

	3.1.9	9 Situation et régularité des marchés de gré à gré	. 43	
	3.1.1	10 Situation et régularité des marchés passés en dessous des seuils de passation	. 43	
	3.2	RESPECT DES PROCEDURES D'EXECUTION DES COMMANDES PUBLIQUES ET DES CLAUSES		
	CONTR	ACTUELLES	. 44	
	3.2.2	1. Enregistrement des contrats/marchés	. 44	
	3.2.2	2. Régularité de la phase administrative d'exécution des commandes publiques	. 45	
	3.2.3	3. Recours à une maitrise d'œuvre	. 45	
	3.2.4	4. Respect des délais contractuels	. 46	
		5. Respect des montants initiaux et gestion des avenants		
1		CTIONNEMENT DE L'INSTITUTION COMMUNALE		48
•	4.1	FONCTIONNEMENT DES ORGANES ÉLUS		-0
	4.1.1			
	4.1.1			
	4.2	ORGANISATION, FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET NIVEAU DE MISE EN PLACE DU SYSTÈME DI		
		LE INTERNE		
	4.2.1	1 Niveau d'organisation des services-clés communaux	. 49	
	4.2.2	2 Niveau d'organisation de la Recette-Perception		
		B Existence et niveau de mise en œuvre du manuel de procédures actualisé intégrant les processus-o		
		ravail		
	4.2.2	2 Existence et fonctionnement des organes de Passation des Marchés Publics	. 53	
	4.2.3	,		
	4.2.4			
	4.2.5	·		
	4.3	MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES AUDITS ET CONTRÔLES TECHNIQUES EXTERNES		
	4.3.1	1 Traçabilité des activités de suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits et contró	ìles	
	tech	niques externes		
	4.3.2	Mise en œuvre des recommandations d'audits/contrôles et principales améliorations notées	. 56	
	4.4	COMMUNICATION ET PARTICIPATION CITOYENNE	. 57	
	4.4.1	1 Accès à l'information	. 57	
	4.4.2	2 Reddition de compte	. 57	
5	OPI	NIONS DES AUDITEURS		59
	5.1	COHERENCE DANS LA PLANIFICATION ET LA REALISATION		
	5.2	EXHAUSTIVITE, TRACABILITE ET FIABILITE DES DONNEES FADEC ET QUALITE DES COMPTES		
	5.3	MANAGEMENT DE LA COMMUNE ET NIVEAU DE MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE		
	5.4	PASSATION ET EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS		
	5.4.3			
	5.4.2	·		
	5.5	EFFICACITÉ ET PÉRENNITÉ DES RÉALISATIONS		
5	NOT	ATION DE LA PERFORMANCE DE LA COMMUNE ET EVOLUTION		61
•	6.1	PERFORMANCE EN 2015		01
	6.2	EVOLUTION DE LA PERFORMANCE DE LA COMMUNE DE AVRANKOU AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES		
	6.3	PERFORMANCE EN MATIERE DE RESPECT GLOBAL DES NORMES D'AUDIT		
,				
7.		OMMANDATIONS		66
	7.1	NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT 2014		
	7.2	Nouvelles recommandations 2015	. 69	
~	ONICHIE	IONI		74

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 1:Les transferts FADeC affectés et non affectés reçus par la commune au cours de l'exercice	4
Tableau 2 : Les transferts FADeC affectés et non affectés reçus par la commune selon les différentes sources	
d'information	5
Tableau 3 :Détail des reports au titre de l'exercice clos au 31/12/2014	6
<u>Tableau 4 :</u> Récapitulatif des crédits d'investissements affectés et non affectés ouverts par la commune au titre	E DE LA
GESTION	7
Tableau 5 : Niveau d'exécution financière des ressources de transferts	8
Tableau 6: Délais de mise à disposition des BTR du FADeC non affecté	11
Tableau 7 : : Délais de mise à disposition des BTR du FADeC affecté	12
Tableau 8a:Etat de rapprochement des données du Compte administratif. avec les autres sources d'informatio	NS
COMPTABLES – TRANSFERTS FONCTIONNEMENT	18
Tableau 9a: Etat de rapprochement des données du Compte adm. avec les autres sources d'informations compt	ſABLES
— Transferts investissement	22
Tableau 10b: Transcription des transferts investissements au niveau du compte administrative et du compte de	:
GESTION	23
Tableau 11C: Transcription des transferts investissements au niveau du registre auxiliaire FADeC (GBCO)	24
Tableau 12 : Répartition des réalisations par secteur de compétence	28
Tableau 13 : Répartition des projets prévus par nature	30
Tableau 14 : Répartition des marchés par nature de prestation	31
Tableau 15 :Niveau d'avancement des réalisations prévues : identification des retards importants dans l'exécut	TION
DES PRESTATIONS	31
Tableau 16 :Liste des réalisations inéligibles	32
Tableau 17 :Echantillon de réalisations choisies pour le contrôle des procédures de passation et d'exécution di	ES
MARCHÉS PUBLICS	35
Tableau 18 : Répartition des réalisations par mode de passation des marchés publics	36
Tableau 19: Profil des chefs de services et autres responsables d'organes impliqués dans la chaine de dépenses F	FADEC
	50
Tableau 20 : Profil du RP et des collaborateurs impliqués dans la chaine de dépenses FADeC	51
TABLEAU 21 :NOTE DE PERFORMANCE DE LA COMMUNE DE AVRANKOU AU TITRE DE LA GESTION 2015	62
Tableau 22 : Evolution des critères de performance	64
Tableau 23 : Tableau de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'audit 2014	66
TABLEAU 24 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES NOUVELLES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT DE 2015	69

LISTE DES SIGLES

ABERME Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise d'Energie

AC Autorité Contractante

ARMP Autorité de Régulation des Marchés Publics

BTR Bordereau de Transfert de Recettes

BTP Bâtiment Travaux Public

CEG Collège d'Enseignement Général

CC Conseil Communal

CCMP Cellule de Contrôle des Marchés Publics

CMPDSP Code des Marchés Publics et des Délégations de Service Public en République du Bénin

CONAFIL Commission Nationale des Finances Locales
CPMP Commission de Passation des Marchés Publics

C/SAF Chef Service des Affaires Financières

C/ST Chef Service Technique

C/SPDL Chef Service de la Planification et du Développement Local

DAO Dossier d'Appel d'Offres

DNCMP Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DGTCP Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

FADEC Fonds d'Appui au Développement des Communes FENU Fonds des Nations Unies pour l'Equipement

FiLoc Base de données « Finances Locales » du Secrétariat Permanent de la CONAFIL

HIMO Haute Intensité de Main d'Oeuvre

HT Hors Taxes

IGAA Inspection Générale des Affaires Administratives

IGF Inspection Générale des Finances IGE Inspection Générale d'Etat

MDGLAAT Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de

l'Aménagement du Territoire

MdP Manuel de Procédures

MEFPD Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation

MEMP Ministère des Enseignements Maternel et PriMaire

MERPMDER Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières et du Développement

des Energies Renouvelables (MERPMDER)

MESFTPRIJ Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle,

de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes

MP Mandat de Paiement MS Ministère de la Santé

NTIC Nouvelle Technologie d'Information et de Communication

PAD Plan Annuel de Développement
PAI Plan Annuel d'Investissement
PDC Plan de Développement Communal

PM Passation des Marchés

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PPEA Programme Pluri annuel d'appui au secteur de l'Eau et de l'Assainissement

PPPMP Plan Prévisionnel de Passation des Marchés Public PRMP Personne Responsable des Marchés Publics

PTA Plan de Travail Annuel

PV Procès-verbal

PTF Partenaires Techniques et Financiers

RF Receveur des Finances

RP Receveur Percepteur ou Recette Perception

S/PRMP Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics

TdR Termes de Références TTC Toute Taxe Comprise

FICHE D'IDENTIFICATION DE LA COMMUNE

N°	DESIGNATION	DONNEES
1	SITUATION PHYSIQUE	
	Superficie (en Km²)	78 Km²
	Population (Résultats provisoires, RGPH4)	128 050 Hbts
	Pauvreté monétaire (INSAE)	27,55 (Source : INSAE, EMICoV 2015)
	Pauvreté non monétaire (INSAE)	16,7 (Source : INSAE, EMICoV 2015)
2	ADMINISTRATION	
	Nombre d'arrondissements	07
	Nombre de quartiers / villages	59
	Nombre de conseillers	19
	Chef-lieu de la commune	Avrankou
3	Contacts	
	Contacts (fixe) :	97080882/97642295
	Email de la commune :	Commune_avrankou@yahoo.fr

INTRODUCTION

En application des dispositions de la loi n° 98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des Communes en République du Bénin, il a été créé par décret n°2008-276 du 19 mai 2008 un mécanisme national de financement du développement des Communes dénommé Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC).

Par les ordres de mission numéros 1623 et 1624/MGDL/DC/SGM/DAF/SBC/SMSG/SP-CONAFIL/SD du 23 août, le Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale a créé une commission chargée de réaliser l'audit de la gestion et de l'utilisation des ressources du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) transférées à la commune de Avrankou au titre de l'exercice 2015.

La commission ainsi créée est composée comme suit :

- <u>Président</u>: Monsieur HOUNKPE A. Jean, Inspecteur des Finances;
- Rapporteur: Monsieur KOKO Koffi Dotouvi, Inspecteur des Affaires Administratives.

Contexte et objectifs de la mission :

Par décret n° 2008-276 du 19 mai 2008, il a été créé le Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) qui est le mécanisme national de financement des collectivités territoriales décentralisées rendu opérationnel depuis 2008. L'Etat béninois s'est doté de cet instrument pour rendre opérationnelle la politique d'allocation aux communes, des ressources nationales et celles provenant des Partenaires Techniques et Financiers.

L'utilisation des ressources mises à la disposition des communes, comme toutes ressources publiques, est assujettie au contrôle des structures de l'Etat compétentes en la matière. Ainsi, l'article 11 du décret n° 2008-276 du 19 mai 2008 portant création du FADeC, dispose que : « les communes et structures intercommunales sont soumises au contrôle de l'Inspection Générale des Finances et de l'Inspection Générale des Affaires Administratives ».

Le contrôle vise en général, à :

- Vérifier l'utilisation des ressources FADeC par le Maire et leur bonne gestion par le Receveur-Percepteur pour la période 2013;
- Recueillir les éléments objectifs destinés à mesurer les performances de la commune ;
- Proposer des recommandations et des mesures à prendre pour améliorer les constats et dysfonctionnements enregistrés en vue de garantir la bonne utilisation et la sécurité dans la gestion des ressources publiques et;

- Faire respecter, par chaque acteur, les normes et les procédures en vigueur.

De façon spécifique, l'audit aura à s'appesantir sur les points ci-après :

- Le respect des délais réglementaires de mise à disposition des transferts
- Situation des crédits de transfert de la commune au titre de la gestion (y compris les reports)
- Le niveau de consommation par la commune, des resources qui lui ont été transférées au titre de la gestion
- Le respect des procédures en vigeur dans la gestion des ressources concernées
- L'état d'exécution physique des réalisations,
- Le fonctionnement des organes élus (...), l'accès à l'information sur la collectivité et la participation citoyenne (...)
- Le fonctionnement des organes : (i) fonctionnement des commissions permanentes et (ii) reddition de compte;
- Le fonctionnement de l'administration communale : (i) planification annuelle, (ii) respect des procédures de passation des marchés, (iii) tenue des archives (iv) tenue des registres comptables;
- La gestion et l'utilisation des fonds FADeC: (i) mise en œuvre des budgets, (ii) point de l'exécution financière du FADeC en 2013, (iii) tenue du Registre FADeC à la Mairie et à la Recette-Perception, (iv) tenue d'une comptabilité matières, (v) point des projets financés au cours de l'année 2013 et niveau d'exécution physique et financière, (vi) niveau de mise en service (vii) dépenses inéligibles;
- L'évaluation des performances de la commune.

Il s'agit d'apprécier à partir de ces différents points, le niveau de fonctionnalité des organes et de l'administration communale en matière de fonctionnement et spécifiquement de faire le contrôle de l'utilisation des ressources FADeC.

Démarche méthodologique, déroulementde la mission et difficultés :

Dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, la commission a travaillé dans la commune de avrankou du 25 août au 04 septembre 2016.

Pour mener à bien sa mission, la Commission d'audit, après une visite de courtoisie à Monsieur le Préfet des Départements de l'Ouémé le 25 août 2016, a :

- collecté des documents et actes réglementaires et législatifs relatifs à la gestion administrative, financière et comptable des communes;
- organisé des entretiens avec le Maire de la commune et ses collaborateurs, notamment, le Secrétaire Général de la mairie, le Responsable du Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés

Publics, le Chef du Service Technique, le Chef du Service des Affaires Financières et Economiques, le Chef de la Division des Archives et le point focal FADeC;

- organisé des entretiens avec le Receveur-Percepteur, comptable de la commune;
- dépouillé et analysé les documents et pièces administratifs et comptables collectés ;
- examiné les documents budgétaires et livres comptables ;
- procédé au contrôle physique d'un échantillon de réalisations ;
- organisé (le 02/09/2016) une séance de restitution des conclusions des travaux à l'intention des membres du conseil communal, des responsables administratifs de la mairie et des représentants de la société civile. La liste de présence et le PV de la séance figurent en annexe.

Au cours de cette mission, la commission a rencontré des difficultés relatives à l'indisponibilité de certains cadres de la commune pour raison de santé pour l'un et pour les préparatifs dans le cadre d'un voyage pour l'autre.

Le présent rapport qui rend compte des résultats des travaux de la commission relatifs à l'audit de la gestion et à l'utilisation des ressources du FADeC allouées à la Commune de Avrankouen 2015 s'articule autour des points essentiels suivants :

- 1- Etat des transferts FADeC, gestion et niveau de consommation des credits par la commune;
- 2- Planification, programmation et execution des realisationsfinancees sur ressources FADeC;
- 3- Respect des procedures de passation des marches et d'execution des commandes publiques
- 4- Fonctionnement de l'institution communale;
- 5- Opinions des auditeurs ;
- 6- Notation de la performance de la communeet evolution;
- 7- Recommandations.

1. ETAT DES TRANSFERTS FADEC, GESTION ET NIVEAU DE CONSOMMATION DES CREDITS PAR LA COMMUNE

1.1 SITUATION D'EXECUTION DES TRANSFERTS FADEC

1.1.1. Situation des credits de transfert de la commune au titre de la gestion

Norme:

Il est fait obligation à la commune d'inscrire en section d'investissement les crédits nécessaires à l'exécution, chaque année, de dépenses d'équipement et d'investissement en vue de promouvoir le développement à la base. (Cf. article 23, premier paragraphe de la loi 98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes en République du Bénin). L'ensemble de ces ressources (crédits reportés et nouvelles dotations) constituent pour une gestion, les crédits ouverts mis en exécution.

1.1.1.1 Les transferts reçus au cours de l'année 2015

<u>Tableau 1:</u>Les transferts FADeC affectés et non affectés reçus par la commune au cours de l'exercice

DATE DE	DATE DE DESIGNATION DE L'OPERATION		REFERENCES	MANUSTERES
L'OPERATION	DESIGNATION DE L'OPERATION	(EN FCFA)	(N°BTR)	MINISTERES
10/04/2015	FADEC non affecté Fonctionnement	17 633 175		MDGLAAT
17/02/2015	FADEC NON AFFECTE 1ère TRANCHE INVESTISSEMENT	60 344 770	034 DU 26/02/2015	MDGLAAT
19/05/2015	FADEC NON AFFECTE – 2è TRANCHE INVESTISSEMENT	80 459 696	140 DU 22/05/2015	MDGLAAT
22/09/2015	FADEC NON AFFECTE – 3è TRANCHE INVESTISSEMENT	60 344 770	N°300/2015 DU 06/10/2015	MDGLAAT
22/06/2015	FADEC NON AFFECTE - PSDCC- COMMUNES – INVESTISSEMENT (2014)	22 228 595	170/ DU 01/07/2015	MDGLAAT
21/09/2015	FADEC NON AFFECTE - PSDCC- COMMUNES – INVESTISSEMENT (2015)	17 782 046	N°257/2015 DU 05/08/2015	MDGLAAT
17/09/2015	FADEC NON AFFECTE - PSDCC- COMMUNAUTÉS — INVESTISSEMENT	140 000 000	N°271/2015 DU 01/10/2015	MDGLAAT
26/05/2015	FADEC AFFECTE - MAEP (MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE) – INVESTISSEMENT	22 077 179	156 DU 01/07/2015	MAEP
FADEC AFFECTE - MEMP (MINISTER 26/05/2015 DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE) - ENTRETIEN ET REPARATI		20 040 000	184 DU 01/072015	MEMP
21/09/2015	FADEC AFFECTE - MEMP (MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE) – INVESTISSEMENT	36 407 000	N°285/2015 DU 01/10/2015	MEMP
Total (y com	pris FADeC fonctionnement non affecté)	477 317 231		
Total (horsF	ADeC fonctionnement non affecté)	459 684 056		

Source : Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

<u>Tableau 2</u>: Les transferts FADeC affectés et non affectés reçus par la commune selon les différentes sources d'information

SOURCE FINANCEMENT	MONTANT SUIVANT ASTER	MONTANT SUIVANT LOGICIEL GBCO/LGBC	MONTANT AU REGISTRE AUXIL. FADEC DU RP	MONTANT ARRÊTÉ PAR LES AUDITEURS APRÈS VÉRIFICATIONS
FADEC NON AFFECTE – INVESTISSEMENT	201 149 236	201 149 236	201 149 236	201 149 236
PSDCC Commune (2014)	22 228 595	22 228 595	22 228 595	22 228 595
FADEC NON AFFECTE - PSDCC-COMMUNES - INVESTISSEMENT	17 782 046	17 782 046	17 782 046	17 782 046
PSDCC-Communautés	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000
TOTAL Transfert reçu FADEC Non Affecté (hors FADEC fonction- nement non affecté)	381 159 877	381 159 877	381 159 877	381 159 877
FADEC AFFECTE - MESFTPRIJ (CQM-CQP) - AUTRES FONCTIONNEMENTS				
FADeC Affecté MEMP Entr_Rép	20 040 000	20 040 000	20 040 000	20 040 000
FADeC Affecté Agriculture	22 077 179	22 077 179	22 077 179	22 077 179
FADEC AFFECTE - MEMP (MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MA- TERNEL ET PRIMAIRE) – INVESTISSEMENT	36 407 000	36 407 000	36 407 000	36 407 000
Total Transfert reçu FADeC Affecté (hors FADeC fonctionne- ment non affecté)	78 524 179	78 524 179	78 524 179	78 524 179
TOTAL Transferts reçus	459 684 056	459 684 056	459 684 056	459 684 056

Source : Données recueillies auprès de la commune

Constat:

En rapprochant les données issues des différentes sources, il ressort une concordance parfaite.

En conclusion, au titre de la gestion 2015, le total des transferts reçus s'élève à 459 684 056 F CFA dont 381 159 877 F pour le FADeC non affecté et 78 524 179 F au titre du FADeC affecté.

De même, en rapprochant le montant des transferts au titre du FADeC non affecté tel que cela ressort du tableau ci-dessus, des chiffres contenues dans la plaquette, il y a concordance.

Risque: Néant

Recommandations: Néant

1.1.1.2. Les reports au titre de l'exercice clos au 31/12/2014

Tableau 3: Détail des reports au titre de l'exercice clos au 31/12/2014

SOURCE FINANCEMENT	MONTANT SUIVANT LOGICIEL GBCO/LGBC	MONTANT AU REGISTRE AUXIL. FADEC DU RP	MONTANT AU COMPTE ADMINISTRATIF	MONTANT AU COMPTE DE GESTION	MONTANT ARRETE PAR LES AUDITEURS APRES VERIFICATIONS	OBSERVATI ONS
FADEC NON AFFECTE – INVESTISSEMENT	61 875 637	61 875 637				
FADEC NON AFFECTE - PSDCC-COMMUNES – INVESTISSEMENT	1 069 921	1 069 921				
FADEC NON AFFECTE - PSDCC- COMMUNAUTÉS – INVESTISSEMENT	30 000 000	30 000 000				
FADEC NON AFFECTE - PMIL – INVESTISSEMENT	2 360 119	2 360 119				
TOTAL Report FADeC Non Affecté	95 305 677	95 305 677				
FADEC AFFECTE - MEMP (MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE) – INVESTISSEMENT	54 901 975	54 901 975				
FADEC AFFECTE - MS (MINISTERE DE LA SANTE) – INVESTISSEMENT	1 912 421	1 654 495				
FADEC AFFECTE - MERMPEDER (PPEA) — INVESTISSEMENT	4 058 175	4 058 175				
Report FADeC Affecté	60 872 571					Carriadas
TOTAL REPORT	156 178 248	155 920 322	109 895 753	109 895 753	109 895 753	Seuls les totaux sont disponible s dans certains documents
Total Report FADeC selon rapport 2014	27 929 803					

Source :Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Constat:

Le solde reporté suivant le logiciel GBCO se chiffre à 156 178 248 F tandis qu'il ressort du registre auxiliaire FADeC tenu par le RP un report de 151 862 147 F; or le solde reporté tel inscrit dans le compte adminishistratif s'élève à 109 895 753. Il n'y a donc pas concordance.

La décomposition par exercice antérieur du report FADeC investissement non affecté (MDGLAAT) de montant 27 929 803F n'a pu être faite par la commune de Avrankou.

Risque:

Documents de synthèse (comptes administratif et de gestion), non sincères

Recommandations:

Le Maire doit instruire le C/SAF à l'effet de rendre fiable les données du compte administratif et du registre auxiliaire fadec.

1.1.1.3. Récapitulatif corrigé des crédits d'investissement ouverts par la commune au titre de la gestion 2015

<u>Tableau 4</u>: Récapitulatif des crédits d'investissements affectés et non affectés ouverts par la commune au titre de la gestion

	REPORT EXERCICES ANTÉRIEURS	Transfert année 2015	TOTAL CRÉDITS MOBILISÉS EN 2015
FADeC non affecté investissement	95 305 677	381 159 877	476 465 554
FADeC affecté investissement	60 872 571	78 524 179	139 396 750
TOTAL FADeC	156 178 248	459 684 056	615 862 304

Constat:

Pour la gestion 2015, les crédits de transfert ouverts par la commune s'élèvent à 615 862 304 F CFA dont 459 684 056 F de nouvelles dotations et 156 178 248 F de reports de crédits.

Les reports de crédits se décomposent comme suit :

- Pour le FADeC non affecté, 95305 677 FCFA;
- Pour le FADeC affecté 60 872 571 F CFA.

Tableau 5: Niveau d'exécution financière des ressources de transferts

Inv.

Credits **Total** Report 2014 ouverts au **Transferts** ressources **Designations Paiements** titre de sur 2015 reçus **Engagements** Mandatements des transferts mobilisees l'annee % % % Montant Montant Montant FADeC non affecté 263 024 873 201 872 976 76,75% 174 082 879 66,18% 174 082 879 66,18% 61 875 637 201 149 236 NON AFFECTE (Investissement) PSDCC-41 080 562 19 177 411 46,68% 1 008 000 2,45% 1 008 000 2,45% 40 010 641 Communes 1 069 921 PSDCC-170 000 000 170 000 000 100,00% 100 000 000 58,82% 100 000 000 58,82% Communautés 30 000 000 140 000 000 FADeC non #DIV/0! #DIV/0! #DIV/0! affecté (DIC) **PMIL** 2 360 119 0,00% 0,00% 0,00% 2 360 119 **TOTAL FADeC** 476 465 554 58.52% 391 050 387 82.07% 275 090 879 57.74% 275 090 879 57.74% Non Affecté 814 252 209 95 305 677 381 159 877 **SOLDES Non** 337 786 655 Affecté FADeC affecté 91 308 975 57 956 795 40 302 076 40 302 076 **AFFECTE** MEMP Inv. 54 901 975 36 407 000 FADeC affecté MEMP Entr. & 20 040 000 20 000 000 20 040 000 Rép. FADeC affecté MEMP (FTI-FCB) **Total FADeC** 77 956 795 70,01% 36,06% 40 302 076 36,19% **40 302 076** | 36,19% affecté MEMP 308 780 715 54 901 975 56 447 000 111 348 975 FADeC affecté MS

1 321 865

1 912 421

1 912 421

1 321 865

1 321 865

Designations	Credits ouverts au titre de l'annee	Report 2014 sur 2015	Transferts reçus	Total ressources des transferts mobilisees		Engagements		Mandatements		Paiements	
						Montant	%	Montant	%	Montant	%
FADeC affecté MS								_		_	
Entr. & Rép.		-	-	-		-					
FADeC affecté MS (PPEA)		-	-	-		1		-		-	
Total FADeC affecté MS	3 234 286	1 912 421	-	1 912 421	59,13%	1 321 865	69,12%	1 321 865	69,12%	1 321 865	69,12%
FADeC affecté MERMPEDER (BN)		-	-	-		1		1		1	
FADeC affecté MERMPEDER (PPEA)		4 058 175	-	4 058 175		-		-		-	
Total FADeC affecté MERMPEDER	4 058 175	4 058 175	-	4 058 175	100,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%
FADeC affecté MAEP (BN)		-	22 077 179	22 077 179		-		-		-	
FADeC affecté MAEP (FAIA)		-	-	-		-		-		-	
Total FADeC affecté MAEP	-	-	22 077 179	22 077 179	#DIV/0!	1	0,00%	-	0,00%	1	0,00%
FADeC affecté MESFTPRIJ (BN)	0	0	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
FADeC affecté Environ. et Chang. Climatique (LoCAL)		-	-	-		-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
TOTAL FADeC Affecté	255 200 605	60 872 571	78 524 179	139 396 750	54,62%	79 278 660	56,87%	41 623 941	29,86%	41 623 941	29,86%
SOLDES FADeC						60 118 090		97 772 809		97 772 809	

Designations	Credits ouverts au titre de l'annee	Report 2014 sur 2015	Transferts reçus	Total ressources des transferts mobilisees		Engagements		Mandatements		Paiements	
						Montant	%	Montant	%	Montant	%
Affecté				115 803 855							
TOTAL FADeC	1 069 452 814	156 178 248	459 684 056	615 862 304	57,59%	470 329 047	76,37%	316 714 820	51,43%	316 714 820	51,43%
SOLDES FADeC				453 590 510		145 533 257		299 147 484		299 147 484	

Source :Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Constat:

Il est ouvert au titre de la gestion 2015, un crédit de 1 069 452 814 F CFA. Le total des ressources mobilisées s'élève à 615 862 304 F. Le taux des engagements est de 76,37%dont 82,07% pour le FADeC non affecté investissement et 56,87%pour le FADeC affecté et celui de mandatement est de 51,43%dont 57,74% pour le FADeC non affecté investissement et 29,86% pour le FADeC affecté.

Les transferts des FADeC affecté ont connu un grand retard, cela a impacté considérablement le niveau de consommation des ressources.

En outre, l'année 2015 a connu le renouvellement de l'équipe communale.

Risque:

Faible taux d'exécution des projets et la non atteinte des objectifs prévus au PAI

Recommandation:

Le maire doit prendre les dispositions idoines aux fins d'améliorer le taux de consommation des crédits mis à la disposition de la commune. Il peut, en attendant le transfert des ressources nouvelles, consommer les crédits reportés. Il doit ainsi œuvrer pour le recouvrement des ressources propres et lerespect des dates de mise à disposition prevues des ressources fadec.

1.1.2. Respect des dates de mise a disposition prevues des ressources fadec

Tableau 6: Délais de mise à disposition des BTR du FADeC non affecté

	1ERE TRANCHE	2 ÈME TRANCHE	3ème TRANCHE
O Date normale de tranfert (base : date d'émission du BTR)	15/03/2015	15/06/2015	15/10/2015
1 Date d'émission du BTR par le SCL*	NA	NA	20/09/15
2 Date de réception du BTR à la Recette des Finances*	25/02/15	28/04/15	28/09/15
3 Date effective d'émission du BTR par le RF	26/02/15	22/05/15	06/10/15
Retard en nombre de jours (3-0)	-17 jours	-24 jours	-09 jours
4 Date de réception du BTR à la Recette Perception	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné
5 Date de réception de la copie du BTR à la mairie	03/03/15	09/06/15	13/10/15
Délai de transmission en jours (5-3)	05 jours	18 jours	07 jours

^{*} La date sera fournie par la CONAFIL

Source :Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Tableau 7 : Délais de mise à disposition des BTR du FADeC affecté

	FADEC MEMP	MAEP
Date normale de transfert	15/04/2015	15/04/2015
Date d'émission du BTR	01/10/15	01/07/15
Retard en nombre de jours	168 jours	77 jours

Source :Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Norme:

Aux termes du MdP FADeC, point 3.2 et 4.1, le délai entre le mandatement par l'ordonnateur et la mise en place des ressources FADeC non affecté Investissement au niveau du Receveur-Percepteur par tranche est de 15 jours. Les dates limites de versement (mandatement) par l'ordonnateur sont fixées à 28 février pour la 1^{ère} tranche, 31 mai pour la deuxième tranche et 30 septembre pour la 3^{ème} tranche.

De ce fait, les dates limites de mis en place des fonds au niveau des RP sont de :

- 1ère tranche : 15 mars de l'année N

- 2^{ème} tranche : 15 juin de l'année N et

3ème tranche : 15 octobre de l'année N.

Pour les transferts affectés des ministères sectoriels, la date limite de mise à disposition des BTR au niveau des RP est le 15 avril de l'année N, si la mise en place est effectuée en une seule tranche.

Constat:

Le RF accuse parfois de retard dans l'établissement des BTR (délai dans la transmission des BTR varient entre 9 et 29 jours). En l'absence de mention faite de la date de réception des BTR par le RP, elle n'a pu établir le délai de transmission des BTR au RP par le RF. Toutefois, il est mentionné sur les bordereaux de transmission des BTR leur date de réception par la mairie.

Par ailleurs, elle a noté que, en ce qui concerne les trois tranches du FADeC non affecté investissement, les transferts ont été effectués par anticipation. Par contre, en ce qui concerne les FADeC affecté, on note un grand retard.

Risque:

Retard dans la mise en œuvre du PAI

Recommandation:

Les ministères sectoriels doivent mettre tout en œuvre en vue de transférer à temps les ressources affectées aux communes.

1.2 GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE DES RESSOURCES FADEC TRANSFEREES

1.2.1. Connaissance par le RP des ressources transférées, information du maire et comptabilisation

Norme:

Les ressources transférées à la commune sont notifiées au RP par le RF. (Cf. MdP FADeC, point 4.1).

Dès la réception par le RP des BTR relatifs aux ressources transférées à la commune, ce dernier informe le Maire par écrit de la disponibilité des ressources et lui produit copie desdits BTR.

Les registres, notamment le registre auxiliaire FADeC, retracent les montants transférés par BTR à la commune au titre de la gestion.

Le Receveur-Percepteur informe le Maire de l'arrivée des fonds (Cf. MdP point 4.1). De ce fait, le C/SAF a copie des BTR et procède à la mise à jour de son livre-journal ou registre auxiliaire FADeC en recettes avec les informations nécessaires pour une traçabilité (référence BTR, date d'arrivée, nature des ressources, ministère, ...)

Constat:

Au niveau du RP comme au niveau du C/SAF, les copies des BTR sont disponibles. De même, les copies des bordereaux de transmission des copies des BTR sont disponibles.

Par lettre copie de BTR jointe, le RP informe le Maire de la disponibilité des BTR.

Aucun écart ne se dégage entre les montants annoncés et ceux transférés.

Risque: Néant

Recommandations: Néant

1.2.2. Régularité de la phase comptable d'exécution des dépenses

Norme:

Les mandats émis par le maire et appuyés des pièces justificatives sont reçus par le Receveur Percepteur suite à une transmission formelle de l'ordonnateur. Il peut alors procéder, aux divers contrôles de régularité qu'impose sa responsabilité personnelle et pécuniaire (article 48 de la loi n°98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes en RB).

Lesdits contrôles sont ceux prévus par les dispositions du décret N° 2001-039 du 15.02.2001 portant règlement général sur la comptabilité publique. Au cours des contrôles qu'il effectue, le Receveur-Percepteur n'a pas à apprécier l'opportunité des décisions du Maire (article 48 de la loi sus visé). Son rôle est un contrôle formel de régularité.

A l'issue de ces contrôles, deux situations peuvent se présenter :

- soit les contrôles ont été concluants et les mandats font alors l'objet d'acceptation matérialisée par l'apposition sur le mandat de la formule du visa, « Vu, bon à payer» ;

- soit les contrôles ont révélé des irrégularités ou omissions et dans ce cas, les mandats font l'objet de rejet motivé à notifier, par courrier, à l'ordonnateur.

Les mandats que le Receveur-Percepteur accepte de mettre en paiement sont inscrits dans ses livres (sa comptabilité).

Constat:

Le Maire transmet par bordereau les mandats au RP. Ce dernier effectue les contrôles appropriés et procède au paiement en cas où le dossier est recevable et q'il y a de disponiblité de crédit. Les diligences effectuées portent sur la qualité de l'ordonnateur à travers la signature du Maire dont il dispose le spécimen, l'imputation budgétaire, les pièces justificatives, les visas appropriés et autre.

Risque: Néant

Recommandations: Néant

1.2.3. Délais d'exécution des dépenses

1.2.3.1. Délai de liquidation et de mandatement de l'ordonnateur

Norme:

Suivant le manuel de procédures du FADeC (cf. point 5.3), la durée des étapes de liquidation et de mandatement est fixée à une semaine.

Suivant l'article 135 du code des MP, le représentant de l'AC est tenu de procéder au paiement des acomptes et au solde dans un délai qui ne peut dépasser 60 jours à compter de la réception de la facture.

Constat:

Le délai moyen de mandatement est de 11,7 jours soit 12 jours. Ce délai étant de 7 jours, il ressort que le délai de mandatement est long. Ce délai varie entre 33 jours et 3 jours.

Risque:

Accumulation des dettes de la commune

Recommandation

Il est recommandé au maire de prendre les dispositions nécessaires en vue de réduire le délai de mandatement. Il pourra à cet effet revoir le circuit des mandats.

1.2.3.2. Delais de paiement du comptable

Norme:

En toute situation, et conformément au Manuel de procédures du FADeC (point 6.1), le délai prévu pour le règlement des dépenses communales par opération depuis la réception du mandat transmis par l'ordonnateur est de 11 jours au maximum (Cf. MdP FADeC, point 6.1).

Constat:

Le délai moyen de paiement comptable est de 6 jours et la durée moyenne totale de paiements est de 18 jours.

La norme est respectée.

Risque: Néant

Recommandations: Néant

1.2.4. Tenue correcte des registres

Norme:

Au niveau de l'ordonnateur, le contrôle porte sur l'existence des pièces justificatives et la tenue des registres à savoir : registre des engagements, registre des mandats, registre auxiliaire FADeC (Cf. MdP FADeC, point 7.1 et annexe 3).

A l'instar de l'ordonnateur, il est fait obligation au comptable de la Commune (le RP) de tenir à jour un registre auxiliaire FADeC (Cf. MdP FADeC, point 5.4) qui retrace à son niveau les opérations faites sur les ressources transférées à la commune notamment celles liées à l'enregistrement des ressources et à la prise en charge des mandats pour paiement.

Constat:

Au niveau de l'ordonnateur (C/SAF), il est ouvert :

- le registre auxiliaire FADeC;
- le registre des engagements ;
- le registre des mandats;

Ils sont édités dans le logiciel GBCO, imprimés et reliés. Ils sont cotés et paraphés.

En ce qui concerne le registre auxiliaire FADeC, il renseigne sur les reports de crédit, les ressources transférées par nature, par secteur ainsi que les emplois faits.

Au niveau comptable (RP), il est ouvert un registre auxiliaire FADeC, coté et paraphé par le Maire. Ce registre renseigne sur les ressources transférées par nature et secteur ainsi que les emplois effectués.

Risque: Néant

Recommandations: Néant

1.2.5. Tenue correcte de la comptabilité matière

Norme:

Selon l'article 1er du décret n° 2009-194 du 13 mai 2009 portant mise en œuvre de la comptabilité des matières dans les administrations publiques et les collectivités locales, il est fait obligation à toutes les communes, la tenue d'une comptabilité-matières. L'annexe 3 du Manuel des Procédures FADeC (p.55) distingue deux types de registre : Le livre-journal des matières ainsi que les registres d'inventaire spécialisés à savoir le registre d'inventaire des immobilisations et le registre d'inventaire des stocks.

Constat:

La commune d'Avrankou a responsabilisé un comptable-matières. Un registre d'inventaire des immobilisations est tenu électroniquement. Elle a produit une situation des immobilisations en date du 31 juillet 2015 cosignée par les Maires entrant et sortant. En outre, une situation au 31 décembre de l'inventaire des stocks, intitulée « Inventaire des matières du deuxième groupe » est produite et cosignée par l'administrateur des matières et le comptable des matières.

Risque: Néant

Recommandations: Néant

1.2.6. Production et transmission des situations périodiques sur l'exécution du FADeC

Norme:

Suivant le point 6.3 du MdP du FADeC, le Maire établit le point mensuel de l'exécution des opérations financées sur FADeC contresigné par le Receveur-Percepteur. Ce point conformément au guide à l'usage du Maire intègre : la situation des engagements, le tableau des ressources et emplois, l'état des dépenses d'investissement engagées et non mandatées en fin d'année, l'état des dettes envers les prestataires, l'état des créances sur les prestataires (avances et acomptes versées sur marchés et niveau de remboursement). Suivant ce même point, le receveur-percepteur établit la situation de disponibilité et le relevé du compte FADeC. Il contresigne avec le Maire le point mensuel de l'exécution des opérations financées sur FADeC. Ce point, conformément aux documents de référence du Receveur percepteur intègre : la situation des crédits non engagés à reporter, les soldes en fin d'année et les reports de soldes, etc.

Constat:

La commission n'a pas eu la preuve que le Maire transmet périodiquement au SP CONAFIL le point des opérations financées sur FADeC. De même, elle ne transmet pas périodiquement à la tutelle le point d'exécution des projets.

Aux dires du C/SAF, le point des opérations financées sur FADeC est fait au SP CONAFIL par courriers électroniques. La commission ne dispose d'aucune preuve.

Le RP transmet mensuellement les bordereaux de développement des recettes et des dépenses au maire.

Risque:

Difficultés dans le suivi des opérations financées par le SP CONAFIL et le Préfet.

Recommandation:

Il est recommandé au maire d'instruire les services compétents de la mairie en vue de la production et de la transmission périodique des informations relatives aux opérations financées sur FADeC.

1.2.7. Traçabilité des ressources et dépenses FADeC dans les comptes et qualité de la gestion budgétaire

Bonne pratique:

Les ressources et dépenses relatives au FADeC doivent être lisibles à travers l'ensemble des registres, dossiers et pièces tenus aussi bien au niveau de l'ordonnateur que du comptable grâce à un système d'enregistrement, de comptabilisation et de suivi qui permet la remontée historique. Ainsi, les comptes de la commune (comptes administratifs et comptes de gestion) doivent faire une présentation exhaustive et lisible des transferts reçus par la commune et les dépenses réalisées sur les ressources concernées.

<u>Tableau 8a:</u>Etat de rapprochement des données du Compte administratif. avec les autres sources d'informations comptables – Transferts fonctionnement

N° COMPTES	LIBELLES	PREVISIONS DEFINITIVES COMPTE ADMIN;	RECOUVRE MENTS COMPTE ADMIN.	RECOUVRE MENT COMPTE DE GESTION	MONTANT REGISTRE AUXIL. FADEC (CSAF)	ECART COMPTRE ADMINISTRATIF - REGISTRE AUXILIAIRE FADEC	ECART COMPTE ADMINISTRATIF - COMPTE DE GESTION	ECART REG.AUX.FADEC - COMPTE DE GESTION	OBSERVATIONS RAPPROCHEMENT
	ETAT DE RAPPROCHEMENT FONCTIONNEMENT								
74	Dotations subventions et participations	238 433 175	158 433 175	158 433 175	38 473 175	119 960 000	0	-119 960 000	Ecart global de montant 119 960 000 F lié à la soustraction des 140 000 000 F PSDCC Communauté et à l'intégration des 20 040 000 F FADeC affecté entretien réparation MEMP
742	Subventions et participations								
7421		18 433 175	18 433 175	18 433 175	18 433 175	0	0	0	Libellé du CA non conforme au MdP FADeC. En principe FADeC non affecté fonctionnement
74281	Subventions PSDCC	220 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0	Erreur de comptabilisation; FADeC non affecté investissement PSDCC communauté comptabilisé dans la section de fonctionnement

N° COMPTES	LIBELLES	PREVISIONS DEFINITIVES COMPTE ADMIN;	RECOUVRE MENTS COMPTE ADMIN.	RECOUVRE MENT COMPTE DE GESTION	MONTANT REGISTRE AUXIL. FADEC (CSAF)	ECART COMPTRE ADMINISTRATIF - REGISTRE AUXILIAIRE FADEC	ECART COMPTE ADMINISTRATIF - COMPTE DE GESTION	ECART REG.AUX.FADEC - COMPTE DE GESTION	OBSERVATIONS RAPPROCHEMENT
	TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC AFFECTE MEMP ENTRETIEN ET REPARATION 2015				20 040 000	-20 040 000	0	20 040 000	Erreur de comptabilisation dans le CG et le CA par imputation du FADeC entretien réparation à la section d'investissement
	TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC AFFECTE MEMP ENTRETIEN ET REPARATION 2015				20 040 000				Intégration du montant 20 040 000 F comptabilisé par erreur à la section d'investissement
	TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE PSDCC- COMMUNAUTES 2014				140 000 000				soustraction du montant 140000000 relatif au FADeC non affecté PSDCC comptabilisé par erreur à la section de fonctionnement

Source : Documents comptables de la commune

<u>Tableau 8.b</u>: Transcription des transferts fonctionnement au niveau du compte adminstrative et du compte de gestion

N° COMPTES	LIBELLES COMPTE ADMINISTRATIF	PREVISIONS DEFINITIVES COMPTE ADMIN;	RECOUVREMENTS	Observations
74	Dotations subventions et participations	238 433 175	158 433 175	
742	Subventions et participations			
7421	Etat	18 433 175	18 433 175	Libellé du CA non conforme au MdP FADeC. En principe FADeC non affecté fonctionnement
7428	Autres organismes			
74281	Subventions PSDCC	220 000 000	140 000 000	Erreur de comptabilisation; FADeC non affecté investissement PSDCC communauté comptabilisé dans la section de fonctionnement. Mal libellé; en principe subvention FADeC non affecté PSDCC communauté

N° COMPTES	LIBELLES COMPTE DE GESTION	LIBELLES COMPTE DE GESTION PREVISIONS DEFINITIVES RECOUVREMENTS		OBSERVATIONS
74	Dotations subventions et participations	238 433 175	158 433 175	
742	Subventions et participations			
7421	Etat	18 433 175	18 433 175	Voir commentaire CA ci-dessus
74281	Subventions PSDCC	220 000 000	140 000 000	Voir commentaire CA ci-dessus

<u>Tableau 8.c</u>: Transcription des transferts fonctionnement au niveau du registre auxiliaire FADeC (GBCO)

LIBELLES REGISTRE AUXILIAIRE FADEC COMMUNE	REALISATIONS AU RAF	Observations
Transfert ressources financières FADEC non affecté Fonctionnement de la commune	18 433 175	
Transfert de ressources financières FADeC affecté MEMP entretien et réparation 2015	20 040 000	
Transfert de ressources financières FADeC non affecté PSDCC-Communauté 2014	140 000 000	Erreur de comptabilisation; FADeC non affecté investissement PSDCC communauté comptabilisé dans la section de fonctionnement
TOTAL Transferts 2015	178 473 175	
TOTAL corrigé des erreurs de comptabilisation	38 473 175	

<u>Tableau 9a:</u>Etat de rapprochement des données du Compte adm. avec les autres sources d'informations comptables – Transferts investissement

N° COMPTES	LIBELLES	PREVISIONS DEFINITIVES COMPTE ADMIN;	RECOUVRE MENTS COMPTE ADMIN.	RECOUVREMENT COMPTE DE GESTION	MONTANT REGISTRE AUXIL. FADEC (CSAF)	ECART COMPTRE ADMINISTRATIF - REGISTRE AUXILIAIRE FADEC	ECART COMPTE ADMINISTRATIF - COMPTE DE GESTION	ECART REG.AUX.FADEC - COMPTE DE GESTION	OBSERVATIONS RAPPROCHEMENT
	ETAT DE RAPPROCHEMENT INVESTISSEMENT								
14	Subventions d'équipement	387 031 557	319 684 056	319 684 056	439 644 056	-119 960 000	0	119 960 000	Ecart global de montant 119 960 000 F lié à l'intégration des 140 000 000 F PSDCC Communauté et à la soustraction des 20 040 000 F FADeC affecté entretien réparation MEMP
141	Subvention d'équipement								
1 411	Subvention d'équipement	387 031 557	319 684 056	319 684 056	439 644 056	-119 960 000	0	119 960 000	
	TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC AFFECTE MEMP ENTRETIEN ET REPARATION 2015				20 040 000				Soustraction du montant 20 040 000 F comptabilisé par erreur à la section d'investissement
	TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE PSDCC- COMMUNAUTES 2014				140 000 000				Intégration du montant 140 000 000 F relatif au FADeC non affecté PSDCC comptabilisé par erreur à la section de fonctionnement

Source : Documents comptables de la commune

<u>Tableau 10b:</u> Transcription des transferts investissements au niveau du compte administrative et du compte de gestion

N° COMPTES	LIBELLES COMPTE ADMINISTRATIF	PREVISIONS DEFINITIVES COMPTE ADMIN	RECOUVREMENTS COMPTE ADMIN.	Observations
14	Subventions d'équipement	387 031 557	319 684 056	
141	Subvention d'équipement			
1411	Subvention d'équipement	387 031 557	319 684 056	Erreurs de comptabilisation. Non prise en compte du FADeC non affecté PSDCC communauté de montant 140 000 000 F comptabilisé dans la section de fonctionnement et comptabilisation erronée du montant de 20 040 000 F relatif à l'entretien réparation MEMP dans la section d'investissement Regroupement des transferts FADeC tous types et toutes catégories budgétaires confondues

N° COMPTES	LIBELLES COMPTE DE GESTION	PREVISIONS DEFINITIVES COMPTE ADMIN	RECOUVREMENTS	OBSERVATIONS
14	Subventions d'investissement	387 031 557	319 684 056	
141	Subvention d'équipement			
1411	Subvention d'équipement	387 031 557	319 684 056	Voir commentaire CA cidessus

<u>Tableau 11c:</u> Transcription des transferts investissements au niveau du registre auxiliaire FADeC (GBCO)

LIBELLES REGISTRE AUXILIAIRE FADEC COMMUNE	REALISATIONS AU RAF	Observations
Report FADEC en début d'exercice, FADEC NON AFFECTE - INVESTISSEMENT	61 875 637	
Report FADEC en début d'exercice,FADEC NON AFFECTE - PSDCC-COMMUNES - INVESTISSEMENT	1 069 921	
Report FADEC en début d'exercice, FADEC NON AFFECTE - PSDCC-COMMUNAUTÉS - INVESTISSEMENT	30 000 000	
Report FADEC en début d'exercice, FADEC NON AFFECTE - PMIL - INVESTISSEMENT	2 360 119	
Report FADEC en début d'exercice, FADEC AFFECTE - MS (MINISTERE DE LA SANTE) - INVESTISSEMENT	1 912 421	
Report FADEC en début d'exercice, FADEC AFFECTE - MERMPEDER (PPEA) - INVESTISSEMENT	4 058 175	
Report FADEC en début d'exercice, FADEC AFFECTE - MEMP (MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE) - INVESTISSEMENT	54 901 975	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE 1èRE TRANCHE 2015	60 344 770	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE 2ième TRANCHE 2015	80 459 696	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE 3ième TRANCHE 2015	60 344 770	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE PSDCC-COMMUNES 2014	22 228 595	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE PSDCC-COMMUNES 2015	17 782 046	
Transfert de ressources financières FADeC affecté MEMP entretien et réparation 2015	20 040 000	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC AFFECTE AGRICULTURE 2015	22 077 179	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC AFFECTE MEMP 2015	36 407 000	
TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES FADEC NON AFFECTE PSDCC-COMMUNAUTES 2014	140 000 000	Erreur de comptabilisation; FADeC non affecté investissement PSDCC communauté comptabilisé dans la section de fonctionnement.
TOTAL Transferts 2015	459 684 056	0
(439 644 056	

Constat:

- les dépenses sur les transferts FADeC faisant apparaître le montant des engagements, le montant des mandatements, les reports des exercices antérieurs et les soldes en fin d'année
- En rapprochant les montants des subventions et participations, il se dégage un écart de 119 960 000 FCFA correspondant à la non prise en compte de 140 000 000 F de subvention PSDCC et à l'intégration de 20 040 000 F du FADeC entretien réparation MEMP (Cf Tableau 8a);
- A ce niveau, il y a omission d'un montant de 140 000 000 F correspondant à une erreur de comptabilisation d'un FADeC non affecté investissement PSDCC comptabilisé dans la section fonctionnement (Cf Tableaux 8b et 8c);

Risque:

Mauvaise imputation

Recommandations

La commune devra présenter son compte administratif en tenant compte du détail des ressources FADeC transférées comme suit :

Détail des transferts de la section de fonctionnement

COMPTES	LIBELLES
74	Dotations, subventions et participations
741	Dotations
742	Subventions et participations
7421	Etat
74211	FADeC fonctionnement non affecté (MDGL)
74212	FADeC affecté entretiens et réparations
742121	Ministère en charge de l'enseignement maternel et primaire (MEMP)
742122	Ministère en charge de la santé (MS)
742123	Ministère en charge de l'eau (MERPMEDER)
742124	Ministère en charge de l'enseignement secondaire (MESFTPRIJ)
742125	Ministère en charge de l'agriculture (MAEP)
742126	Minsitère en charge de l'environnement
742127	Ministère en charge des transports (MTPT)
742128	Ministère en charge du sport
742129	Ministère en charge de la famille
74214	FADeC affecté autres fonctionnements
742141	Ministère en charge de la décentralisation (MDGL)
742142	Ministère en charge de l'enseignement maternel et primaire (MEMP)
742143	Ministère en charge de la santé (MS)
742144	Ministère en charge de l'eau (MERPMEDER)
742145	Ministère en charge de l'enseignement secondaire (MESFTPRIJ)

COMPTES	LIBELLES
742146	Ministère en charge de l'agriculture (MAEP)
742147	Minsitère en charge de l'environnement
742148	Ministère en charge des transports (MTPT)
742149	Ministère en charge du sport
7421410	Ministère en charge de la famille

Détail des transferts de la section d'investissement

COMPTES	LIBELLES
14	Subventions d'investissement
141	Subvention d'investissement transférables
1411	Etat
1412	Communes et collectivités publiques décentralisées
1413	Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC)
14131	FADeC investissement non affecté
141311	FADeC investissement non affecté (subvention générale MDGL)
141312	Subvention d'investissement PSDCC communes
141313	Subvention d'investissement PSDCC communautés
141314	Autres subventions d'investissement non affecté
14132	FADeC investissement affecté
141321	Ministère en charge de la décentralisation (MDGL)
141322	Ministère en charge de l'enseignement maternel et primaire (MEMP)
141323	Ministère en charge de la santé (MS)
141324	Ministère en charge de l'eau (MERPMEDER)
141325	Ministère en charge de l'enseignement secondaire (MESFTPRIJ)
141326	Ministère en charge de l'agriculture (MAEP)
141327	Minsitère en charge de l'environnement
141328	Ministère en charge des transports (MTPT)
	Ministère en charge du sport
1413210	Ministère en charge de la famille

Source : Documents comptables de la commune

1.2.8. Classement des documents comptables et de gestion budgétaire

Norme:

Il est fait obligation à la commune de constituer un dossier par opération pour les archives comprenant les dossiers de PM, les correspondances, les factures et toutes autres pièces liées à l'exécution du projet. (Cf. MdP point 5.4). De façon pratique, ce dossier est constitué au niveau de S/PRMP avec des copies.

De même, copie des documents budgétaires et comptables (registres, budget, compte administratif) au titre de chaque exercice budgétaire est gardée aux archives (manuellement

et/ou de manière informatisée). S'il existe un système d'archivage informatisé, les mesures appropriées de sécurité informatique doivent être prises (utilisation de disque dur externe, ordinateur protégé par un antivirus fonctionnel, ...).

Pour la comptabilité dans les communes, les logiciels LGBC et GBCO ont été déployés avec l'appui des Partenaires Technique et Financiers.

Constat:

Il est ouvert au niveau de la commune un dossier par opération ; au niveau de chaque service les dossiers le concernant, les correspondances, les factures et autres pièces liées à l'exécution du projet.

De même, les copies des documents budgétaires et comptables sont archivées. L'archivage des documents est manuel. Le local devient trop exigü de sorte qu'il ne dégage pas d'espace aux usagers qui voudriont consulter sur place les documents.

Le logiciel GBCO est fonctionnel, sécurisé. L'appareil est protégé (muni d'antivirus), existence de disque dur externe.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

1.2.9. Archivage des documents comptables au niveau de la RP

Norme:

Les documents comptables et financiers doivent être classés et bien archivés au niveau de la Recette-Perception. (Cf. MdP FADeC, point 5.4).

Constat:

Le logiciel W-money est déployé pour archiver les informations financières. Des mesures de protection sont prises ; il existe des armoires de rangement des dossiers.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

2 PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET EXECUTION DES REALISATIONS FINANCEES SUR RESSOURCES FADEC

2.1 PREVISION DES PROJETS A REALISER DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

La commune élabore et adopte son plan de développement. A cet effet, les investissements réalisés dans le cadre du budget de la commune doivent être compatibles avec le programme annuel d'investissement qui est une déclinaison annuelle de son programme de développement. (Cf. l'article 84 de la loi n° 97-029)

Constat:

En rapprochant les réalisations des documents de prévision, il ressort que les projets réalisés sur ressources FADeC sont prévus au PAI. Par contre, ces projets ne figurent pas de façon explicite dans le budget dans la mesure où les annexes du budget ne renseignent pas sur les détails des rubriques inscrites au niveau du volet investissement.

Risque:

Difficultés de financement

Recommandation:

Le maire doit instruire le service financier en vue de renseigner dans les détails les annexes du budget surtout en ce qui concerne les immobilisations.

2.2 AFFECTATION ET UTILISATION DES RESSOURCES FADEC

<u>Tableau 12</u>: Répartition des réalisations par secteur de compétence

SECTEURS (NON AFFECTE)	NOMBRE DE REALISATION	MONTANT ENGAGE	% DU TOTAL ENGAGE	
Administration Locale	1	3 461 500	0,89%	
Partcipation et Controle Citoyen	10	170 000 000	43,47%	
Eau potable	-	-	0,00%	
Education maternelle et primaire	12	74 241 545	18,99%	
Equipements marchands	5	46 419 944	11,87%	
Hygiène et assainissement de base	1	22 823 332	5,84%	
Pistes rurales	1	11 117 960	2,84%	
Voirie urbaine	1	22 999 900	5,88%	
Autres (Protection sociale,)	2	39 986 206	10,23%	
TOTAL	33	391 050 387	100,00%	

SECTEURS AFFECTE	NOMBRE DE RÉALISATION	MONTANT ENGAGE	% DU TOTAL ENGAGÉ	
Education maternelle et primaire	7	77 956 795	98,33%	
Santé	1	1 321 865	1,67%	
Nbre total réalisations	8	79 278 660	100,00%	
Nbre Total Entretien	1			

SECTEURS (AFFECTE + NON AFFECTE)	NOMBRE DE RÉALISATION	MONTANT RÉALISATION	% DU TOTAL ENGAGÉ	
Administration Locale	1	3 461 500	0,74%	
Partcipation et Controle Citoyen	10	170 000 000	36,14%	
Eau potable	1	1	0,00%	
Education maternelle et primaire	19	152 198 340	32,36%	
Equipements marchands	5	46 419 944	9,87%	
Hygiène et assainissement de base	1	22 823 332	4,85%	
Pistes rurales	1	11 117 960	2,36%	
Santé	1	1 321 865	0,28%	
Voirie urbaine	1	22 999 900	4,89%	
Autres (Protection sociale,)	2	39 986 206	8,50%	
TOTAL	41	470 329 047	100,00%	

Source : Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Constat:

• Par rapport au FADeC non affecté

En terme de nombre de mandats :

Priorité a été donnée à l'éducation maternelle et primaire (12 mandats), 10 dans le cadre de la participation citoyenne, les équipements marchands avec 5 mandats et protection sociale 2 mandats.

La commune d'Avrankou a donc privilégié l'éducation maternelle et primaire et la participation et le contrôle citoyens.

En terme de valeur :

Priorité a été donnée au secteur de la participation et du contrôle citoyens (170 000 000 F) soit 43,47% du montant total, ensuite l'éducation maternelle et primaire avec un montant de 74 241 545 F soit 19% ; l'équipement marchand pour 46 419 944 F soit 11,78% et la protection sociale pour 39 986 206 F, soit 08,50% .

La commune a investi plus dans les participations citoyennes que dans les secteurs sociaux.

• En ce qui concerne le FADeC affecté

La priorité est accordée à l'éducation maternelle et primaire avec 7 mandats sur 8 pour un montant total de 77 956 795 F soit un taux de 98, 33% du montant total (79 278 660F).

Tableau 13: Répartition des projets prévus par nature

	FADEC NON AFFECTÉ		FAD	FADEC AFFECTÉ		FADEC AFFECTÉ + NON AFFECTÉ		
Nature	Nombre de RÉALISATION S	MONTANT RÉALISATIONS	Nombre De RÉALISATI ONS	MONTANT RÉALISATIONS	Nombre De RÉALISATI ONS	MONTANT RÉALISATIONS	%	
Construction et équipement	0	-	0	-	-	-	0,00%	
Construction	17	163 512 483	8	59 278 660	25	222 791 143	47,37%	
Equipement	0	-	0	-	-	-	0,00%	
Aménagement, Réhabilitation/réf ection	1	11 117 960	0	20 000 000	1	31 117 960	6,62%	
Appuis / Accompagnement secteur	11	171 008 000	0	1	11	171 008 000	36,36%	
Formation / Renforcement capacités	4	45 411 944	0	-	4	45 411 944	9,66%	
Total réalisations	33	391 050 387	9	79 278 660	42	470 329 047	100,00%	

Source : Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Par rapport à la nature des réalisations, on note 25 constructions pour 22 791 143 F soit 47, 37%, 11 appuis/acompagnement secteur pour 171 008 000 F représentant 36,36%, 4 réalisations pour la formation et le renforcement des capacités.

On note donc que la mairie a investi plus dans la construction que dans les autres secteurs.

Tableau 14: Répartition des marchés par nature de prestation

NATURE DES PRESTATIONS	TOTAL FADEC	%
Marché de travaux	10	90,91%
Marchés de fournitures et services	1	9,09%
Marchés de prestations intellectuelles	0	0,00%
Totaux	11	100,00%

En 2015, les investissements ont porté sur la réalisation des travaux (10 marchés sur 11 soit un taux de 90,91%). Il y a eu un marché de fournitures de services.

2.3 ETAT D'EXECUTION DES REALISATIONS

<u>Tableau 15</u>: Niveau d'avancement des réalisations prévues : identification des retards importants dans l'exécution des prestations.

NIVEAU D'AVANCEMENT DES MARCHÉS/CONTRATS	TOTAL FADEC	%
Exécution en cours	7	30,43%
Réception provisoire	16	69,57%
Réception définitive	0	0,00%
Travaux abandonnés	0	0,00%
TOTAUX	23	100,00%

Source : Données fournies par la commune et vérifiées dans le cadre de l'audit

Constat:

Sur les 23 marchés qui ont été exécutés au cours de la gestion 2015, 7 sont en cours de réalisation soit 30,43% et 16 sont réceptionnés provisoirement soit 69,57 %. Parmi les ceux réceptionnés provisoirement, y figurent des marchés qui ont connu leur démarrage en 2014.

Il est à noter que le marché de construction de module de trois classes à Gbétchou dans l'arrondissement de Djomon a accusé plus de 7 mois de retard.

Risque:

Dégradation précoce des infrastructures

Recommandation:

Il est recommandé au maire de faire appliquer les dispositions contractuelles en la matière.

2.4 SITUATION DES REALISATIONS INELIGIBLES

Tableau 16 : Liste des réalisations inéligibles

N°	Intitule des realisations ineligibles	Montants	SOURCES (FADEC NON AFFECTÉ OU FADEC AFFECTÉ MEMP PAR EXEMPLE)	Observations
01	Fourniture de deux cent cinquante (250) paquets de vingt (20) feuilles de tôles au profit des écoles maternelles et primaires publiques de la Commune d'Avrankou	20 000 000	FADeC affecté MEMP	
	TOTAUX	20 000 000		

Source : Commission d'audit, liste des réalisations effectuées par la commune.

<u>N.B.</u>: Toutes les dépenses liées aux entretiens courants relèvent des dépenses de fonctionnement. Elles ne sont donc pas éligibles aux FADeC Investissement non affecté.

Norme:

Les dépenses de fonctionnement, y compris d'entretien courant, sont inéligibles au FADeC investissement non affecté.Les dépenses ci-après ne peuvent être imputées sur les ressources FADeC : les dépenses ne faisant pas partie des domaines de compétence communale, bâtiments à caractère religieux, véhicules, résidences et logements, hôtels, motels, auberges/infrastructures d'hébergement et remboursement des avances et emprunts contractés par la commune (Cf. MdP FADeC, annexe 1).

Pour les FADeC affectés, les ressources ne peuvent servir qu'à financer les réalisations en nouvelles constructions ou en entretien, réparation et réhabilitation mais dans le secteur de provenance des ressources. Autrement, les réalisations faites tombent sous le coup de détournement d'objectifs.

Constat:

Le marché de fourniture de deux cent cinquante (250) paquets de vingt (20) feuilles de tôles au profit des écoles maternelles et primaires publiques de la Commune d'Avrankou n'est pas éligible sur FADeC investissement.

Risque:

Détournement des projets de leur objet

Recommandation:

Le maire doit éviter de financer sur les ressources FadeC les projets qui n'y sont pas éligibles.

La CONAFIL doit opérer des retenues à hauteur du montant des dépenses inéligibles.

2.5 QUALITE ET FONCTIONNALITE DES INFRASTRUCTURES VISITEES

2.5.1. Niveau de fonctionnalite des infrastructures receptionnees

Norme:

Les infrastructures financées ou cofinancées sur FADeC et réceptionnées provisoirement doivent être rendues fonctionnelles pour servir les populations.

Constat:

Toutes les infrastructures réceptionnées provisoirement visitées par la commission sont en état fonctionnel.

Risque : Néant

Recommandation: Néant

2.5.2. Contrôle des ouvrages et constats sur l'état des infrastructures visitées

2.5.2.1. Contrôle périodique des travaux

Norme:

Les infrastructures doivent être réalisées suivant les règles de l'art, les normes techniques afin de garantir la qualité des ouvrages et leur durabilité. Un contrôle permanent des travaux doit donc être effectué. (Cf. MdP FADeC, point 5.1)

Constat:

Les ouvrages sont réalisés suivant la maîtrise d'ouvrage communale. Le C/ST veille à la bonne réalisation des ouvrages.

Les contrôles réguliers sont effectués. Les prestataires procèdent aux éventuelles corrections avant que la réception définitive ne soit prononcée pour les travaux déjà réceptionnés.

Au titre de la gestion 2015, aucune situation préoccupante n'a été relevée.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

2.5.2.2. Constat de visite.

Norme:

Les infrastructures doivent être réalisées suivant les règles de l'art, les normes techniques afin de garantir la qualité des ouvrages et leur durabilité.

N° D'ORDRE	INTITULE	CONSTATS
01	Travaux de construction d'un module de Cinq (05) boutiques plus cage d'escaliers dans l'arrondissement de Gbozounmè au profit de la Mairie	RAS
02	Construction de sept (07) modules de latrine à trois (03) cabines au niveau des boutiques de Ouanho, Djomon, kouti, Malé et des EPP Tchoukou-Daho, GbakpoYênouAclé et CEG Malé	La commission n'a visité que celle de Djomon. Il a été constaté quelques micro fissures superficielles sur la façade
03	Travaux de construction d'un module de trois classes plus bureau magasin à l'EPP Gbodjè dans la Commune d'Avrankou au profit de la Mairie d'Avrankou	RAS
04	Construction d'un module de trois classes plus bureau et magasin dans EPP Houngo dans l'arrondissement de Djomon	RAS
05	Travaux de construction des places publiques dans les villages de Ouindodji, Sedje, AffandjiTame et Tchakla dans la commune d'Avrankou	L'infrastructure est réalisée et fonctionnelle. Il a été constaté quelques micro fissures superficielles sur la façade
	Travaux de construction d'un module de trois classes plus bureau magasin à Epp Agbomasse dans l'arrondissement de Gbozounme	RAS

Dans l'ensemble, les infrastructures ne présentent aucune malfaçon. Toutefois, quelques micro fissures superficielles apparaissent sur certaines réalisations qui devront être corrigées avant leur réception définive.

Risque : Néant

Recommandation: Néant

2.5.2.3. Authentification ou marquage des réalisations financées ou cofinancées sur FADeC

Bonnes pratiques:

Les ouvrages financées ou cofinancées sur FADeC doivent porter des marques ou références qui facilitent l'identification de l'ouvrage. Il est mis clairement en exergue la source de financement ainsi que d'autres informations nécessaires pour authentifier l'infrastructure.

Constat:

Toutes les infrastructures visitées sont au moins à l'étape de réception provisoire. Elles sont immatriculées et identifiables.

Risque : Néant

Recommandation: Néant

3 RESPECT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES ET D'EXECUTION DES COMMANDES PUBLIQUES

<u>Tableau 17</u>: Echantillon de réalisations choisies pour le contrôle des procédures de passation et d'exécution des marchés publics

N °	INTITULE DE LA REALISATION	MONTANT	TYPE DE FADEC	MODE DE PASSATION	Secteur	NIVEAU EXECUTION*
1	Travaux de construction d'un module de Cinq (05) boutiques plus cage d'escaliers dans l'arrondissement de Gbozounmè au profit de la Mairie (1F/007 BIS/CPMP/CCMP/SMP/SA du 06 décembre 2013)	22 493 624	FADeC non affecté (Investisse ment)	AOO	Equipement Marchand	Travaux en cours
2	Construction de sept (07) modules de latrine à trois (03) cabines au niveau des boutiques de Ouanho, Djomon, kouti, Malé et des EPP Tchoukou-Daho, GbakpoYênouAclé et CEG Malé (1F/007/CPMP/CCMP/SM P/SA du 22 mai 2015)	22 823 332	FADeC affecté MS (PPEA)	AOO	HYGIENE ET ASSAINISSE MENT DE BASE	Réception provisoire
3	Travaux de construction d'un module de trois classes plus bureau magasin à l'EPP Gbodjè dans la Commune d'Avrankou au profit de la Mairie d'Avrankou (1F/017/CPMP/CCMP/SM P/SA du 29 octobre 2015)	17 500 000	FADeC affecté MEMP (FTI-FCB)	Cotation	EDUCATION MATERNELL E ET PRIMAIRE	Réception provisoire
4	Travaux de construction des places publiques dans les villages de Ouindodji, Sedje, AffandjiTame et Tchakla dans la commune d'Avrankou (1F/001/CPMP/CCMP/SM P/SA DU 21/01/2015)	39986206	FADeC non affecté (Investisse ment)	AAO	Culture et loisir	Réception provisoire
5	Travaux de construction d'un module de trois classes plus bureau magasin à EppAgbomasse dans l'arrondissement de Gbozounme (1F/020/CPMP/CCMP/SM P/SA DU 14/08/2014)	23 792 175	FADeC affecté MEMP (FTI-FCB)	AOO	EDUCATION MATERNELL E ET PRIMAIRE	Réception définitive

N °	INTITULE DE LA REALISATION	MONTANT	TYPE DE FADEC	MODE DE PASSATION	SECTEUR	NIVEAU EXECUTION*
6	Construction d'un module de trois classes plus bureau et magasin dans EPP Houngo dans l'arrondissement de Djomon(1F/12/CPMP/CC MP/SMP/SA DU 24/06/2014)	23 007 791	FADeC non affecté (Investisse ment)	AOO	EDUCATION MATERNELL E ET PRIMAIRE	Réception définitive
	TOTAL	149 603 128				

^{*} Réceptionnée, en cours de passation, abandonné,

Source : Commission d'audit et tableau de suivi de la Commune

L'échantillon a porté sur six (06) marchés sur les 23 marchés réalisés au titre de la gestion 2015 soit 26,08 % des réalisations de l'année.

<u>Tableau 18</u>: Répartition des réalisations par mode de passation des marchés publics

MODE DE PASSATION	TOTAL FADEC	%
Gré à gré	0	0,00%
Cotation	2	18,18%
Appel d'Offres restreint	0	0,00%
Appel d'Offres ouvert	9	81,82%
Totaux	11	100,00%

Sur les 11 marchés, 09 ont été exécutés suivant le mode d'appel d'offres ouvert soit 81,82% et 2 exécutés par cotation soit 18,18%.

3.1 RESPECT DES PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHES

3.1.1. Existence de plan annuel prévisionnel de passation des marchés

Norme:

La PRMP doit élaborer en début d'année et mettre périodiquement à jour, le plan de passation des marchés publics de l'autorité contractante dont elle relève. Le plan doit être élaboré selon un modèle standard adopté par l'Autorité de régulation des marchés publics. Il doit comporter tous les marchés que l'AC compte passer au cours de l'année. Le plan prévisionnel de passation des marchés publics de l'année n est établi au plus tard fin janvier de la même année.

Le plan de passation des marchés est adressé, après validation par la CCMP, à la DNCMP pour publication sous forme d'avis général de passation des marchés.

Le Plan de Passation des Marchés Publics a été transmis à la DNCMP et publié sur le portail des marchés publics.

Les DAO utilisés au titre de la gestion 2015 sont conformes aux DAO types.

La commission n'a pas la preuve que ce plan a été validé par la CCMP. Mais elle a constaté que le plan porte la signature du Maire.

Quant à sa mise à jour, aucun autre document n'a été mis à la disposition de la commission.

L'avis général a été publié.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.1.2. Respect des seuils de passation des marchés publics

Norme:

« … Les marchés sont obligatoirement passés dans les conditions prévues par le code des MP pour toutes dépenses de travaux, de fournitures et de prestation de services dont la valeur HT est supérieure aux seuils fixés comme suit :

- Marché de travaux : 15 000 000 FCFA pour les communes ordinaires et 60 000 000 FCFA pour les communes à statut particulier
- Marché de fournitures et services : 7 500 000 FCFA pour les communes ordinaires et 20 000 000 FCFA pour les communes à statut particulier
- Marché de prestations intellectuelles : 7 500 000 FCFA pour les communes ordinaires et 10 000 000 FCFA pour les communes à statut particulier »

(Cf. articles 1 et 2 du décret 2011-479 du 8 juillet 2011 fixant les seuils de passation, de contrôle et d'approbation des MP)

Constat:

Aucun cas de saucissonnage n'a été constaté. La mairie a adopté le mode de passation par appel d'offres ouvert.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.1.3. Respect des seuils de contrôle et d'approbation (seuils de compétence) des marchés publics

Norme:

Conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2011-479 du 8 juillet 2011 fixant les seuils de passation, de contrôle et d'approbation des MP, « la DNCMP est en charge du

contrôle à priori des procédures de PMP conformément aux dispositions de l'article 11 du code des MP pour les dépenses des communes dont les montant HT sont supérieurs à :

- 200 000 000 de FCFA HT en ce qui concerne les travaux
- 80 000 000 de FCFA HT en ce qui concerne les fournitures et services
- 60 000 000 de FCFA HT en ce qui concerne les prestations intellectuelles confiées à des bureaux de consultants
- 40 000 000 de FCFA HT en ce qui concerne les prestations intellectuelles confiées à des consultants individuels.

Suivant l'article 11 du CMPDSP, pour les montants de marchés dépassant les seuils ci-dessus « La DNCMP procède à la validation des DAO avant le lancement de l'appel à concurrence, accorde les autorisations et dérogations nécessaires à la demande des AC lorsque prévues par la réglementation, procède à la validation du rapport d'analyse comparative des propositions et du PV d'attribution provisoire élaboré par la CPMP, procède à un examen juridique et technique du dossier du marché avant son approbation, à la validation des projets d'avenants, »

Les dépenses publiques en dessous de ces seuils marquant la limite de compétence sont soumises au contrôle à priori des organes de contrôle des MP au sein de l'AC (article 12 du CMPDSP), donc de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics de la Commune.

Constat:

Tous les marchés passés sont en dessous du seuil de compétence de la DNCMP. Toutefois, les avis DAO ne comportent pas l'avis de la CCMP.

Risque:

Non-conformité du DAO

Recommandation:

Il est recommandé à la PRMP de faire valider systématiquement par la CCMP les avis DAO avant leur lancement.

3.1.4. Respect des règles relatives à la publicité des marchés publics

Norme:

Les règles relatives à la publicité des marchés publics doivent garantir la liberté d'accès à la commande publique et la transparence des procédures. Elles s'appliquent à toutes les étapes de la passation des marchés.

Selon l'article 59 du CMPDSP (et l'interprétation faite par l'ARMP), les marchés publics par appel d'offres doivent obligatoirement faire l'objet d'un avis d'appel à la concurrence porté à la connaissance du public par une insertion faite dans le Journal des Marchés Publics

Selon l'article 76 du CMPDSP, la séance d'ouverture des plis est publique. L'ouverture des plis a lieu, à la date et à l'heure fixée dans le dossier d'appel d'offres, en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents.

Le PV de l'ouverture des plis est publié par la PRMP et remis sans délai à tous les soumissionnaires qui en font la demande.

Selon l'article 84 du CMPDSP, le procès-verbal d'attribution provisoire fait l'objet d'une publication, après validation par la CCMP (ou la DNCMP si elle est compétente).

L'attribution provisoire est notifiée au soumissionnaire retenu par écrit. Les autres soumissionnaires sont informés par écrit du rejet de leurs offres et des motifs du rejet (Art. 85 CMPDSP et Circulaire 2013-01/PR/ARMP). Le cas échéant, leur garantie leur est restituée.

Constat:

Les marchés constituant l'échantillon n'ont pas été publiés dans le journal des marchés publics. Ils ont été publiés dans le journal « Le Municipal ».

Le PV d'ouverture des offres comportent la liste des personnes présentes et des soumissionnaires.

Il n'y a eu aucun cas de changement de date. Les ouvertures ont eu lieu aux dates mentionnées dans le DAO. Toutefois, les PV d'ouverture n'ont pas mentionné l'heure de démarrage.

Les PV d'ouverture des plis et d'attribution provisoire sont publiés par affichage à la mairie.

Risque:

Exclusion des soumissionnaires du processus

Recommandation:

Le maire doit œuvrer en vue de faire publier les avis d'appel d'offres par les canaux légaux, notamment sur le SIGMAP.

3.1.5 Conformité des documents de passation des marchés

3.1.5.1. Conformité des DAO et marchés aux modèles types

Norme:

Les marchés sont passés sur la base des DAO types élaborés par l'ARMP. (Cf. article 52 du code des MP et voir suite article 52 pour le détail des éléments constitutifs du DAO.)

Constat:

Les DAO comportent les principaux critères de sélection. Il a été confectionné en moyenne dix (10) DAO par marché et il a été vendu en moyenne 5 dossiers par marché.

Le nombre exact de DAO confectionnés par marché n'est pas connu.

Risque:

DAO non disponibles

Recommandation:

Le maire doit instruire les organes de passation des marchés publics à l'effet de l'ouverture d'un registre dans lequel sont consignés le nombre de DAO confectionné, vendu et restant.

3.1.5.2. Conformité de l'avis d'appel d'offres

Norme:

Aux termes de l'article 54 du CDMDSP, « l'avis d'appel d'offres fait connaître au moins :

- a. la référence de l'appel d'offres comprenant le numéro, l'identification de l'autorité contractante, l'objet du marché et la date de signature ;
- b. la source de financement;
- c. le type d'appel d'offres;
- d. le ou les lieux où l'on peut consulter ou acheter le dossier d'appel d'offres ;
- e. la qualification des candidats et les conditions d'acquisition du dossier d'appel d'offres;
- f. les principaux critères d'évaluation des offres exprimés en termes monétaires ;
- g. le lieu, la date et l'heure limites de dépôt ainsi que l'heure d'ouverture des offres ;
- h. le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;
- i. les conditions auxquelles doivent répondre les offres, notamment le montant de la caution de soumission;
- j. le nombre maximum de lots dont un soumissionnaire peut être attributaire en cas d'allotissement. »

Constat:

Les DAO examinés par la commission comportent les éléments ci-dessus énumérés.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.1.5.3. Appréciation de la conformité du PV d'ouverture des offres

Norme:

Le PV d'ouverture des offres doit fournir les informations permettant de vérifier que l'ouverture des offres s'est déroulée selon les prescriptions de l'article 76 du CMPDSP.

Constat:

Le registre spécial mis à la disposition de la commune par l'ARMP enregistre par marché les offres, les dates et l'heure de dépôt. Il y a cohérence entre le nombre d'offres reçues et ouvertes.

Les PV mentionnent le nom des candidats, le montant de chaque offre. Pour les marchés, objet de l'échantillon.

Les PV d'ouverture des offres sont co-signés par les membres de la CPMP et par les soumissionnaires.

Risque : Néant

Recommandation: Néant

3.1.5.4. Conformité et régularité du PV d'attribution des marchés.

Norme:

Le PV d'attribution provisoire de marchés mentionne : le ou les soumissionnaires retenus, les noms des soumissionnaires exclus et les motifs de leur rejet et, le cas échéant, les motifs de rejet des offres jugées anormalement basses, les éléments de marché (objet, prix, délais, part en sous-traitance, variantes prises en compte), le nom de l'attributaire et le montant évalué de son offre, indication des circonstances qui justifient le non recours à l'appel d'offre ouvert (AO restreint, AO en deux étapes, entente directe ou gré à gré, ... (Cf. article 84 du CPMDSP).

Constat:

Le PV d'attribution est signé par le maire qui est d'ailleurs la PRMP. Il comporte les informations ci-dessus énumérées.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.1.6 Effectivité du contrôle de la CCMP /DNCMP

Norme:

La CCMP ou la DNCMP assure la vérification de la conformité des travaux et résultats de la CPMP par rapport à la réglementation en vigueur. Elle assure le contrôle a priori des dossiers d'appel d'offres relatifs aux marchés (Instructions aux soumissionnaires, cahiers de charges, spécifications techniques, modèles de contrat) et des demandes de propositions relatives aux prestations intellectuelles, des rapports d'évaluation des offres et des projets de marchés et avenants. Elle émet à cet effet des réserves qui doivent être prises en compte avant la poursuite de la procédure.

Constat

La commission n'a pas obtenu la preuve que la CCMP valide le DAO avant le lancement de l'avis d'offres. De même, la date de réception des dossiers par la CCMP n'est pas enregitrée. Toutefois, elle a constaté qu'elle intervient dans les autres phases du processus. Elle émet son avis à chaque étape du processus.

Risque:

Erreur dans la procédure de passation des marchés

Recommandation:

Le PRMP doit veiller au respect scrupuleux de la procédure de passation des marchés publics, à l'ouverture et la tenue à jour d'un registre des marchés.

3.1.7 Approbation des marchés par la tutelle

Norme:

Les marchés de communes sont transmis par la CCMP ou la Direction Nationale de contrôle des marchés publics pour approbation aux autorités de tutelle (Préfectures).

L'approbation du marché ne pourra être refusée que par une décision motivée, rendue dans les 15 jours calendaires de la transmission du dossier d'approbation. Le refus de visa ou d'approbation ne peut toutefois intervenir qu'en cas d'absence ou d'insuffisance de crédits. (Cf. Article 91 du CMPDSP). Le Comité de contrôle de la légalité au niveau de la Préfecture vérifie les pièces suivantes : Plan de passation, avis de publication, PV d'attribution, lettre de notification, disponibilité des crédits. Il ne peut pas y avoir de cellule de contrôle départementale des MP (cf. Circulaire 2013-02 ARMP dans le kit).

Constat:

Tous les marchés constitutifs de l'échantillon ont été soumis à l'approbation de la tutelle.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.1.8 Respect des délais de procédures.

Norme:

Dans les procédures ouvertes et restreintes, le **délai de réception des candidatures ou des offres** ne peut être inférieur à <u>30 jours</u> calendaires pour les marchés dont le montant est supérieur aux seuils de MP et à 45 jours calendaires pour les marchés supérieurs aux seuils communautaires de publication (article 60 du code des MP). La sous-commission d'analyse dès l'ouverture des plis, établit **un rapport d'analyse** dans un délai fixé lors de l'ouverture des plis. Ce délai ne saurait être supérieur à <u>15 jours</u>. L'Autorité Contractante observe un délai minimum de <u>15 jours</u> suivant la notification de l'attribution provisoire date de communication des résultats de l'évaluation des offres et, en cas de recours, de réponse à la demande écrite de tout soumissionnaire écarté, avant de procéder à **la signature du marché**. La **notification** consiste en un envoi par l'AC du marché signé au titulaire, dans les <u>3 jours</u> calendaires suivant la date de son approbation par la tutelle.

Selon le manuel de procédures du FADeC, la durée totale de passation des marchés (depuis la publication de l'avis d'appel d'offres) est de 4 mois, ce qui revient au même que les 90 jours prévus par le CMPDSP car le délai prévu par le MdP FADeC inclut le délai de réception des offres (30 jours).

Les délais de passation de marché ont été respecté. Toutefois, on note un retard dans l'approbation des marchés. Le délai entre la notification définitive et l'approbation des marchés n'a pas pu être obtenu en raison de l'absence de notification définitive des marchés.

Risque:

Long délai de passation des marchés publics.

Recommandation:

Il est recommandé au maire de procéder à la notification définitive par la prise d'un acte.

3.1.9 Situation et régularité des marchés de gré à gré

Norme:

Un marché est dit de gré à gré ou marché par entente directe lorsqu'il est passé sans appel d'offre, après autorisation spéciale de la DNCMP compétente. Le marché de gré à gré ne peut être passé que dans l'un des cas limitatifs prévus à l'article 49 du CMPDSP: prestations nécessitant l'emploi d'un brevet, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul prestataire, dans les cas d'extrêmes urgences, ou d'urgences impérieuses motivée par des circonstances imprévisibles ou de cas de force majeure,

La commission de passation des MP établit un rapport spécial qui précise entre autres les motifs justifiant le recours à la procédure de gré à gré. Sur chaque année budgétaire et pour chaque AC, le montant additionné des marchés de gré à gré ne doit pas dépasser 10% du montant total des marchés publics passés.

Constat :

Aucun marché n'a été passé par la procédure de gré à gré.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.1.10 Situation et régularité des marchés passés en dessous des seuils de passation

Norme:

En absence du décret sur la passation des marchés en dessous des seuils fixés par le décret N° 2011-479, les articles 5 à 9 de ce décret fixent les conditions dans lesquelles ces marchés doivent être passés.

La consultation est réservée aux prestataires exerçant dans le secteur. Les demandes de cotation doivent préciser les spécifications techniques requises par l'autorité contractante, les critères d'évaluation, les obligations auxquelles sont assujetties les parties, les modalités

d'exécution des prestations ainsi que le délai et le lieu de dépôt. L'avis de consultation doit être publié par voie de presse, d'affichage ou par voie électronique. Les soumissionnaires disposent de 5 jours minimum entre la publication de l'avis de consultation et la date de remise des offres.

En absence d'un comité d'approvisionnement, la Sous-commission d'analyse de la CPMP est compétente pour l'évaluation des cotations (Art. 17 du décret N° 2010-496). Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel aux prescriptions du descriptif technique et qui présente l'offre financière la moins-disante.

La PRMP publie le résultat de l'évaluation par voie de presse et/ou d'affichage.

Pour les marchés de travaux, les demandes de cotation doivent être appuyées de dossiers techniques de consultation.

Constat:

La plupart des marchés ont fait l'objet d'appel d'offres ouvert. Les marchés qui ont fait l'objet de demande de cotation sont ceux financés sur FADeC affecté MEMP où les demandes de cotation sont envoyées par le MDGLAAT. Il s'agit des marchés dits « initiative de Dogbo ».

Les demandes de cotation comportent de dossier technique.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.2 RESPECT DES PROCEDURES D'EXECUTION DES COMMANDES PUBLIQUES ET DES CLAUSES CONTRACTUELLES

3.2.1. Enregistrement des contrats/marchés

Norme:

Les marchés doivent être soumis aux formalités d'enregistrement prévues par la réglementation en vigueur avant tout commencement d'exécution. (Cf. article 92 du code 2009 de MPDS)

Constat:

Tous les contrats relatifs aux marchés constitutifs de l'échantillon ont été signés par les deux perties et enregistrés au Service des impôts.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.2.2. Régularité de la phase administrative d'exécution des commandes publiques

Norme:

Suivant le point 5.2 du MdP du FADeC, conformément aux termes du contrat/marchés, le fournisseur ou l'entrepreneur établit et adresse au Maire, en plusieurs exemplaires, une facture ou un mémoire ou un décompte accompagné des pièces justificatives ci-après : contrat de marché dument signé, approuvé et enregistré aux impôts et domaines, lettre ou bon de commande, bordereau de livraison ou PV de réception.

Le Chef du service technique ou autre service compétent vérifie la conformité des factures et attachements intermédiaires, PV de réception et les clauses contractuelles. Il certifie la facture/mémoire /décompte avec les mentions nécessaires. A l'issue du contrôle des calculs de liquidation des factures, mémoires ou décomptes, il est porté au verso de la facture la mention « vu et liquidé, la présente facture à la somme de ... imputation budgétaire (chapitre, article, etc.) »

Constat:

Les contrôles effectués n'ont révélé aucune irrégularité significative. Les liasses comportent les pièces nécessaires à la recevabilité des dossiers. De même les contrôles idoines sont effectués. Toutes les pièces ci-dessus énumérées sont présentes dans les dossiers suivant le cas.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.2.3. Recours à une maitrise d'œuvre.

Norme:

Conformément à l'article 132 du CMPDSP et à l'article 10 du décret 2011-479, « pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles dont les montants sont égaux ou supérieurs aux seuils de passation des MP, la maîtrise d'œuvre est exercée par une personne physique ou morale de droit public ou privé. Pour les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils de passation des MP, les AC lorsqu'elles ne disposent pas des compétences requises, doivent faire appel à une maîtrise d'œuvre externe ».

Selon le point 5.1 du MdP FADeC, le suivi de l'exécution est du ressort du service compétent de la commune. La nature de son intervention varie suivant le choix de la mairie de recourir ou non à un maître d'œuvre ou à un maître d'ouvrage délégué. En l'absence de maître d'œuvre, le Chef du service compétent supervise le bon déroulement du chantier et le respect par l'entreprise des clauses contractuelles et des normes. Il peut avoir recours à un contrôleur de chantier qui suit au quotidien les travaux.

Le même point stipule en outre que la règle particulière liée au FADeC est l'obligation pour le maire d'avoir recours à un maître d'œuvre pour les travaux non-standards dont la liste est définie par la CONAFIL (cf. annexe 2 du MdP).

Les marchés sont suivis pas le Service technique de la mairie. Le chef service assure le contrôle des chantiers. La mairie n'a pas recouru à un contrôleur externe.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

3.2.4. Respect des délais contractuels

Norme:

En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, le titulaire du marché est passible de pénalités après mise en demeure préalable. (Cf. article 125, 141 du CMPDPS)

Constat:

La plupart des marchés ont été exécutés dans les délais à l'exception des travaux de deux marchés : le marché de construction d'un module de trois classes plus bureau magasin à l'EPP Agbomassè et le marché de construction d'un module de trois classes plus bureau magasin à l'EPP Houngo qui ont accusé respectivement un retard de plus de 3 mois et de 7 mois.

Risque:

Renchérissement des coûts

Recommandation:

Il est recommandé au maire de faire appliquer les dispositions contractuelles en la matière, notamment, les concertations, les lettres de mise en demeure, l'application de pénalités, ...).

3.2.5. Respect des montants initiaux et gestion des avenants

Norme:

Les stipulations relatives au montant d'un MP ne peuvent être modifiées que par voie d'avenant et dans la limite de 20% de la valeur totale du marché de base.

L'avenant est adopté et notifié selon la même procédure d'examen que le marché de base. Il ne peut modifier ni l'objet du marché, ni le titulaire du marché, ni la monnaie de règlement, ni la formule de révision des prix.

La passation d'un avenant est soumise à l'autorisation de la direction de contrôle des marchés publics compétente. En cas de dépassement de montant du marché dans une proportion égale à dix pour cent (10 %) au plus, les modifications du marché peuvent être apportées par ordre de service et régularisées par voie d'avenant(...). Lorsque le dépassement du montant du marché est supérieur à dix pour cent (10%), les modifications ne peuvent se faire qu'après signature de l'avenant y afférent. (Cf. article 124 du code 2009 des MPDS)

Aucun marché n'a fait l'objet d'avenant.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

4 FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION COMMUNALE

4.1 FONCTIONNEMENT DES ORGANES ÉLUS

4.1.1 Existence et fonctionnement des commissions communales

Norme:

Trois commissions permanentes sont obligatoirement créées. Il s'agit de : la commission des affaires économiques et financières, la commission des affaires domaniales et environnementales, la commission des affaires sociales et culturelles. Les Présidents de commissions sont élus par le conseil communal. Les rapporteurs désignés au sein des commissions présentent les rapports de leurs travaux en plénière. Le conseil communal discute et adopte les procès-verbaux ou les rapports des travaux en commissions (Cf. article 36 de la loi n° 97-029 et articles 60, 61, et 62 du décret n° 2001-414).

Constat:

Le Conseil Communal d'Avrankou dispose de 05 commissions communales permanentes créées par la délibération n° 1F/09/SG-SAG-CC du 05/12/2008, dont les trois commissions obligatoires ci-après:

- la commission des Affaires Economiques et Financières qui n'a produit qu' un (01) rapport en 2014 ;
- la commission des Affaires Domaniales et Environnementales qui a produit trois (03) ;
- la commission des Affaires Sociales et Culturelles qui a produit deux (02) rapports.

L'examen des rapports a révélé que les sujets débattus relèvent de leurs attributions respectives.

A la lecture des comptes rendus, seul le rapport de la commission des affaires économiques et financières a été présenté au cours d'une session.

Les perdiems des membres des commissions sont payés sur le budget de la commune au chapitre 6551(indemnités des élus) après dépôt de leur rapport chacun en ce qui le concerne.

Par ailleurs, un nouvel arrêté 1FN°/046/SG/SA du 31/12/15 portant création, composition, attributions et fonctionnement des commissions permanentes du conseil communal a été pris.

Risque:

Prise de décisions non pertinentes par le Conseil Communal sur des sujets sensibles.

Recommandation:

Il est recommandé au CC de rendre fonctionnelles les commissions permanentes. Il devra à cet effet surbordonner le paiement de leurs perdiems à la production de rapport débattu en session.

4.1.1 Contrôle des actions du Maire par le Conseil Communal

Norme:

Le Maire exerce ses compétences sous le contrôle du conseil communal et rend obligatoirement compte de ses actes, à chacune des réunions du conseil communal par un rapport écrit. (Cf. article 4 du décret n° 2002-293 du 05 juillet 2002 fixant les formes et conditions de représentation de la commune par le Maire).

Le préfet est destinataire des délibérations des conseils communaux (Cf. article 31 du décret n° 2002-376 du 22 août 2002 portant organisation et fonctionnement de l'administration départementale)

Constat:

Le Maire rend compte de ses activités à travers des rapports trimestriels d'activités soit au total quatre (04) au titre de l'année 2015. Ces rapports intègrent le point d'exécution des tâches prescrites par le CC ainsi que l'exécution du budget.

Ces rapports font l'objet d'inscription à l'ordre du jour et de discussion en session du CC.

En outre, il organise et préside les réunions mensuelles de municipalité. A cet effet, 10 rapports ont été présentés à la commission (on n'y retrouve pas ceux des mois de juin et juillet).

Les rapports trimestriels d'activités comme les délibérations sont systématiquement adressés au Préfet par bordereau dont copies sont disponibles.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

4.2 ORGANISATION, FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET NIVEAU DE MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.2.1 Niveau d'organisation des services-clés communaux

Norme:

Suivant les dispositions de l'article 81 de la loi 97-029 et du décret n° 2001-412, article 3 du 15 octobre 2001 portant statut du secrétaire général de mairie « le secrétaire général de la mairie est nommé par arrêté du Maire parmi les cadres ayant le diplôme d'Administrateur ou

à défaut parmi ceux ayant le diplôme d'attaché des services administratifs ou des cadres des niveaux équivalents ».

De même, l'article 45 de la loi n° 98-007 du 15 janvier 1999 portant régime financier des communes, dispose que le Maire nomme le Chef des services financiers de la commune parmi les cadres des corps des administrateurs ou contrôleurs des finances ou de qualification équivalente.

Conformément aux organigrammes types servant de base à l'organisation des communes en République du Bénin, l'organigramme des communes comprend outre le secrétariat général et le service financier, les services techniques, le service des affaires économiques/marchandes, le service de la planification/développement, et les services sociaux dont l'état civil, placés chacun sous la responsabilité d'un chef de service de catégorie A ou B.

<u>Tableau 19</u>: Profil des chefs de services et autres responsables d'organes impliqués dans la chaine de dépenses FADeC

RESPONSABLES DE SERVICES COMMUNAUX ET D'ORGANES PM	SECRETAIRE GENERAL	SERVICE EN CHARGE DES AFFAIRES FINANCIERES	SERVICE TECHNIQUE	SERVICE EN CHARGE DE LA PLANIFICATIO N	S/PRMP	Ссмр
Désignation au niveau de l'organigramm e de la commune	Secrétaire Général	Service des Affaires Financières	Service technique	Service du Développe ment Local et de la Planification	S/PRMP	C/CCMP
Nom et prénoms du responsable	Appolinaire OUSSOU Lio	Bienvenu ADANKON	Gladys Claude ADJIGNON	Aubin F. AHOUASSO U	Antoinette SAKPO	Appolinaire OUSSOU Lio
Nbre d'annéées d'expériences	05	11	01	05	01	05
Catégorie	Α	В	В	Α	В	Α
Domaine d'études/ Diplôme	Ingénierie en Maintenan ce des Infrastructu res Communau x	Banque et Finances	Géni Civil/BTP	Managemen t et Sciences Juridiques	Secrétariat de Direction	Ingénierie en Maintenanc e des Infrastructur es Communaux
Formations complémentair es	- Géographie -Sciences naturelles Entreprena riat Agricole		Sciences juridiques	Suivi évaluation Gestion des Projets	Administrati on Générale et Territorile Formation sur techni- ques et Procédures de Gestion Marchés Publics	Géographie -Sciences naturelles Entreprenari at Agricole

RESPONSABLES DE SERVICES COMMUNAUX ET D'ORGANES PM	SECRETAIRE GENERAL	SERVICE EN CHARGE DES AFFAIRES FINANCIERES	SERVICE TECHNIQUE	SERVICE EN CHARGE DE LA PLANIFICATIO N	S/PRMP	Ссмр
Nombre de collaborateurs qualifiés dans le domaine en dehors du responsable	01	00	01	02	02	04
OBSERVATION S	Personnel insuffisant pour atteindre les résultats	Personnel insuffisant pour atteindre les résultats	Personnel insuffisant pour atteindre les résultats	Personnel insuffisant pour atteindre les résultats	Manque de local	RAS

Source : Données collectées auprès de la commune

Constat:

Les profils des responsables répondent au moins au minimum requis indiqué dans la norme et par rapport au domaine de travail concerné. La mission n'est pas informée des cas de responsables qui ont été changés au cours de l'année et de changements fréquents de poste de responsable.

En ce qui concerne le Service des Affaires Financières comme indiqué sur le tableau, lui n'a aucun collaborateur qualifié.

Somme toute, l'ancienneté des collaborateurs qualifiés des chefs services varie entre zéro (0) et quatre (04) ans.

4.2.2 Niveau d'organisation de la Recette-Perception

Norme:

Le receveur-percepteur est nommé parmi les cadres du Ministère en charge des Finances de la catégorie A3.

Tableau 20 : Profil du RP et des collaborateurs impliqués dans la chaine de dépenses FADeC

RESPONSABLES DU SERVICE	RECEVEUR-PERCEPTEUR	CHARGÉ DE LA COMPTABILITÉ (Y COMPRIS TENUE DES REGISTRES)	CHARGÉ DU VISA
Nom et prénoms du responsable	Gandonou S. Pascalle	Gandonou S. Pascalle	Gandonou S. Pascalle
Nombre d'annéées d'expériences	02		
Catégorie	B-4		
Domaine d'études	BEPC		
Formations complémentaires	Licence ACGF		

RESPONSABLES DU SERVICE	RECEVEUR-PERCEPTEUR	CHARGÉ DE LA COMPTABILITÉ (Y COMPRIS TENUE DES REGISTRES)	CHARGÉ DU VISA
Nombre de collaborateurs qualifiés dans le domaine en dehors du RP	0		
OBSERVATIONS	RAS	RAS	RAS

Source : Données collectées auprès de la Recette-Perception

Constat:

La RP n'appartient pas au corps des inspecteurs ni à défaut au corps des contrôleurs du trésor; mais elle a un niveau d'études supplémentaires de niveau licence.

Par ailleurs, la commission conclu qu'il y a cumul de fonction. Il n'y a pas donc de contrôle réciproque et hiérarchique à la recette-Perception de Avrankou dans la mesure où le RP joue le rôle de comptable caissier.

4.2.3 Existence et niveau de mise en œuvre du manuel de procédures actualisé intégrant les processus-clé de travail

Bonne pratique:

L'élaboration et l'adoption par la commune de son organigramme et la création des services communaux doivent être assorties de manuel de procédures administratives et financières pour un fonctionnement adéquat de l'administration. La mise en œuvre de manuel de procédures permet au personnel de disposer de référentiel de travail mais aussi d'opérationnaliser le système de contrôle interne permettant la réalisation et l'optimisation des opérations, de prévenir les risques divers de gestion.

Constat:

La commune d'avrankou dispose d'un manuel de procédures administratives et financières, comptables et techniques.

Le contenu dudit document présente les processus relatifs à la planification, à la mobilisation des ressources propres, à la gestion des ressources humaines, à la gestion du patrimoine mobilier et immobilier, à la gestion du système d'information.

Toutefois, la commission n'a pas eu copie de l'acte de validation dudit manuel . Aux dires du SG, Il n'est mis en œuvre car l'organigramme en vigueur n'est pas conforme à ce manuel.

4.2.2 Existence et fonctionnement des organes de Passation des Marchés Publics

Norme:

Aux termes des dispositions de l'article 8 de la loi n°2009-02 du 07 août 2009, l'autorité contractante mandate une **Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP)** chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de délégations de service public. Le maire de la commune est d'office Personne Responsable des Marchés Publics.

La PRMP qui est assistée par la **Commission de Passation des Marchés Publics (CPMP),** dispose d'un Secrétariat (Secrétariat de la PRMP). (Cf. article 9 et 10 du décret n°2010- 496 du 26 novembre 2010 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), des Commissions de Passation des Marchés Publics (CPMP) et des Cellules de Contrôle des Marchés Publics (CCMP)).

L'article 10 du décret n°2010-496 dispose que « La PRMP dispose d'un secrétariat composé de cadres, dont un juriste ou spécialiste des marchés publics. Ce secrétariat est chargé notamment de : tenir un fichier des marchés, tenir les PV des réunions ainsi que les registres infalsifiables, côtés et paraphés, acquis auprès de l'autorité de régulation des MP, assurer la bonne tenue des archives des marchés attribués ». Le Maire (le Secrétariat de la PRMP notamment) est chargé, entre autres d'assurer la bonne tenue des archives des marchés attribués à travers un dossier pour chaque opération/réalisation sur financement ou cofinancement du FADeC. (Cf. article 10 du décret n°2010-496 du 26 novembre 2010 et point 5.4 du MdP FADeC).

L'article 13 du même décret stipule que ... « en ce qui concerne les Communes, la Commission de passation des marchés publics comprend :

- la Personne responsable des marchés publics ou son représentant qui en assure la présidence;
- deux (02) Conseillers communaux;
- le Receveur-percepteur;
- un spécialiste des marchés publics.

La Personne responsable des marchés publics peut s'adjoindre toutes personnes dont la compétence est jugée nécessaire. »

Bonne pratique:

Les conseillers communaux ainsi que le spécialiste devraient être désignés nominativement dans un arrêté communal approuvé par le Préfet. La composition de la cellule ne peut pas changer sans prise d'un nouvel arrêté dans la même forme.

Constat:

Les organes de passation des marchés publics sont créés par arrêtés communaux et leurs membres nommés par les mêmes actes ci-après :

- Arrêté 2014 1 F n°/004/SG/SA du 28 février 2014 portant désignation de de la PRMP;
- Arrêté 2014 1 F n°/007/SG/SA du 28 février 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la CPMP;
- Arrêté 2014 1 F n°/005/SG/SA du 28 février 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Secrétariat de la PRMP;

 Arrêté 2014 1FN°/006/SG/SA du 28/02/14 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la CCMP.

En ce qui concerne les membres nommés, on note la présence de spécialiste des travaux publics et de juriste membres de la CCMP, de spécialiste de marchés publics membre de la CPMP, des cadres. Le SMP est animé par un juriste. Tous les membres des organes de passation de marchés publics remplissent les critères requis quant à leurs profils.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

4.2.3 Existence et fonctionnement de l'organe de contrôle des Marchés Publics

Norme:

Aux termes des dispositions de l'article 29 du Décret 2010-496 les opérations de passation des marchés publics sont soumises au contrôle a priori d'une cellule de contrôle des marchés publics constituée auprès de l'autorité contractante pour les marchés publics d'un montant inférieur à un seuil fixé par décret.

Selon l'article 32 du même décret, la Cellule de contrôle des marchés publics est composée de :

- un chef de cellule ; -
- un juriste ou un spécialiste des marchés publics ;-
- un ingénieur des travaux publics ;-
- deux cadres de la catégorie A, échelle 1 ;-
- toute personne dont la compétence est jugée nécessaire.-

Le décret n'exige pas que les membres de la cellule sont nommés parmi les cadres de la commune.

Constat:

La CCMP a une existence juridique (cf supra). Elle est composée de membre juriste, spécialiste des travaux publics et cadres administratifs.

Le chef de la CCMP est un juriste de formation.

La commission n'a pas eu de rapport en dehors de celui mentionné plus haut.

4.2.4 Exercice par le Secrétaire Général de son rôle de coordonnateur des services communaux

Norme:

Le Maire nomme le Secrétaire Général de la Mairie qui l'assiste dans l'exercice de ses fonctions. Le Secrétaire Général de la Mairie est le principal animateur des services administratifs communaux dont il veille au bon fonctionnement (Cf. article 81 de la loi 97-029 et article 25 de la loi n°97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin) A cet effet, il organise, coordonne et contrôle les

services administratifs communs et participe, entre autres, à la préparation et à l'exécution du budget communal (articles 6 et 7 du décret n° 2001-412 du 15 octobre 2001 portant statut du Secrétaire général de mairie). A la diligence du Maire il assure le secrétariat des séances et de toute réunion du CC.

Constat:

Le SG préside les réunions hebdomadaires de coordination avec les chefs des services administratifs communaux pour faire le point des activités menées au cours de la semaine écoulée et celles programmées pour la nouvelle période. Les réunions sont assorties de comptes rendus. A cet effet, une vingtaine de comptes rendus ont été présentés à la commission. Les comptes rendus retracent les tâches prescrites aux différents services et le niveau d'exécution y compris celles relatives à l'exécution du FADeC. Toutefois, ces comptes rendus ne sont ni signés du rapporteur ni signés du président de séance.

Le SG est membre de la commission budgétaire et participe aux travaux de préparation du budget.

Il intervient peu dans le circuit des dossiers financiers et domaniaux. A l'arrivée, les courriers transitent par lui avant leur soumission au Maire qui les affecte directement aux agents concernés.

Mais tel n'est toujours pas le cas après leur traitement par les services compétents. Selon la pratique, il ne vise pas les mandats et les actes domaniaux.

Toutefois, il apprécie au préalable tous les documents des services devant être présentés en Conseil communal.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

4.2.5 Respect des procédures en matiere d'approbation des actes par la tutelle

Norme:

Le préfet est destinataire des délibérations des conseils communaux (Cf. article 31 du décret n° 2002-376 du 22 août 2002 portant organisation et fonctionnement de l'administration départementale)

Constat:

Copie des délibérations est envoyée au Préfet par bordereaux.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

4.3 MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DES AUDITS ET CONTRÔLES TECHNIQUES EXTERNES

4.3.1 Traçabilité des activités de suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits et contrôles techniques externes

Bonne pratique:

La mise en œuvre au sein de l'administration d'un mécanisme de suivi consitueune dimension non négligeable du système de contrôle interne. Dans le contexte des audits et contrôles FADeC, il est attendu en terme de pratique, que la commune s'inscrive dans une dynamique d'approrpiation des résultats des audits/contrôles et d'une mise en œuvre efficace des recommandations afin que les améliorations souhaitées soient effectives avec des effets mesurables.

Constat:

La restitution des résultats d'audit FADeC 2014 a été organisée le mercredi 15 juin 2016 dans la salle de réunion de la mairie. Elle a démarré à 10 heures et a réuni au total quarante et un (41) participants dont entre autres, 14 élus communaux, 15 agents communaux, 3 membres de la société civile de la commune, 4 membres de l'équipe du PDDC/CONAFIL et 2 membres de la Préfecture.

Après la présentation des résultats, une feuille de route pour le suivi de la mise oeuvre des recommandations a été élaborée. Pour chaque recommandation, il a été indiqué les activités à mener, le responsable en charge, les personnes associées, les délais de mise en œuvre et la source de vérification.

Pour la mise en œuvre des recommandations relatives à la Passation des Marchés Publics, la CCMP a été responsabilisée.

Le rapport annuel de la CCMP a fait ressortir l'analyse du bilan de ses activités en qualité de cellule de contrôle. Quant aux discussions, elles s'articulent autour des forces et faiblesses de leurs activités puis du renouvellement de la cellule et de sa redynamisation.

4.3.2 Mise en œuvre des recommandations d'audits/contrôles et principales améliorations notées

Constat:

La mise en œuvre de la feuille de route pour le suivi des recommandations au titre de l'audit 2014 est récente et la commission ne saurait apporter une quelconque appréciation.

Cependant, elle a constaté que les recommandations relatives à la production de rapports d'activités au niveau de la CPMP, de la CCMP et du SG ont été

mises en œuvre. De même, l'inventaire du matériel et mobilier de la mairie et l'inventaire des matières du deuxième groupe au 13/12/2015 sont disponbles. Signalons que l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de l'audit 2014 n'est pas encore faite pour en tirer les principales conclusions.

4.4 COMMUNICATION ET PARTICIPATION CITOYENNE

4.4.1 Accès à l'information

Norme:

Le compte administratif et le budget communal (et leurs annexes) approuvé par l'autorité de tutelle restent déposés à la Mairie où ils sont tenus à la disposition du public (Article 33 et 53 de la même loi).

Les autres documents de gestion notamment le PAI (PAD ou PAC), le PDC approuvé, le budget et autres plans d'actions (PTA, Plan de Communication, ...) sont aussi tenus à la disposition du public.

Constat:

Il existe un service d'information et de documentation fonctionnel. Dans la salle de documentation, sont classés entre autres les documents sus-cités. Aux dires du chef service, c'est souvent le personnel de la maison et les étudiants qui viennent prendre copie des documents exposés. Toutefois, le local ne remplit pas les normes relatives à une salle de documentation en raison de son exigüité. Elle ne permet pas ainsi aux usagers de faire une consultation sur place.

Risque:

Démotivation des usagers

Recommandation:

Le maire doit faire aménager une salle de documentation appropriée.

4.4.2 Reddition de compte

Bonnepratique:

La reddition de compte consiste en partie à rendre compte de l'exercice d'une responsabilité, de sa mise en œuvre. Il ne peut être possible que dans la volonté des décideurs de créer des espaces adéquats en vue d'une expression plus libre et plus participative des citoyens au développement local. Les audiences publiques doivent être organisées de façon à permettre la participation de tout citoyen et des leaders d'opinion et prévoir suffisamment de temps pour les questions des participants. Elles doivent au minimum renseigner sur les ressources du budget d'investissement, leur origine et leur utilisation et faire le point sur les prévisions et les réalisations du PAI.

Le Maire a organisé le 16 avril 2015 dans l'enceinte de la mairie d'avrankou une séance publique de reddition de compte. L'examen du compte rendu révèle que plusieurs points ont été abordés. Il s'agit notamment, des questions relatives à : la réalisation des AEV, FPM, l'assainissement, la santé, l'état civil etc. De même, les réalisations effectuées sur ressources FADeC ont été évoquées. Cette séance a connu la participation de diverses couches de la société : des conseillers et élus locaux, des représentants des handicapés, les sages, les notables, les membres de l'association des consommateurs d'eau, les représentants du PDDC/GIZ, les chefs services déconcentrés etc.

L'invitation a été adressée 72 heures à l'avance. Mais la commission n'a pas la preuve que cette invitation a été largement diffusée. Toutefois, en consultant la liste de présence, on constate que la population est sortie massivement.

Risque: Néant

Recommandation: Néant

5 OPINIONS DES AUDITEURS

5.1 COHERENCE DANS LA PLANIFICATION ET LA REALISATION

Opinion:

Le contrôle effectué permet de juger sans réserves que les réalisations de la commune au titre de l'année 2015 sont prises en compte dans le PAI. Toutefois, les réserves portent sur l'absence de détail des réalisations dans le budget.

5.2 EXHAUSTIVITE, TRACABILITE ET FIABILITE DES DONNEES FADEC ET QUALITE DES COMPTES

Opinion:

Les informations relatives aux fonds figurant dans les livres du C/SAF concordent avec celles du RP.

La non concordance entre le montant des reports annoncés et ceux mentionnés dans les documents de gestion nous conduise à émettre des réserves sur l'exhaustivité et la fiabilité des données.

5.3 MANAGEMENT DE LA COMMUNE ET NIVEAU DE MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Opinion:

La non-mise œuvre du manuel de procédures administratives et financières et l'inadéquation de l'organigramme en vigueur par rapport au manuel de procédure fondent les réserves émises par les auditeurs sur l'efficacité du contrôle interne.

5.4 PASSATION ET EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

5.4.1 Passation des marchés publics

Opinion:

Les infractions constatées telles que l'absence de la mention « Bon à lancer » sur les DAO, la non-mention sur les PV d'ouverture de l'heure de démarrage, l'absence de preuve que la CCMP valide le DAO avant le lancement de l'avis d'appel d'offres, la non-mention des dates de réception des dossiers par la CCMP amènent la commission d'audit à émettre des réserves sur le respect des dispositions du CMPDSP.

5.4.2 Régularité dans l'exécution des dépenses

Opinion:

Sur la base des constats faits sur les dossiers constituant l'échantillon, la commission estime que la commune de Avrankou a globalement respecté les procédures d'exécution des dépenses publiques.

5.5 EFFICACITÉ ET PÉRENNITÉ DES RÉALISATIONS

Opinion:

A l'analyse des faits et des documents, la gestion des ressources publiques communales n'est pas efficace en raison des retards dans l'exécution et des choix prioritaires en terme de financement des secteurs d'activité. Aussi, peu d'efforts sont déloyés en matière d'entretien de l'existant.

6 NOTATION DE LA PERFORMANCE DE LA COMMUNE ET EVOLUTION

6.1 PERFORMANCE EN 2015

Les performances de la commune concernées dans le présent rapport ne concernent que quelques infimes aspects de la gestion communale (gestion administrative, gestion financière et comptable dans sa globalité¹, gestion municipale ou communale, ...). Cette performance a été donc mesurée dans l'optique d'obtenir conformément aux critères d'évaluation, la note de la commune devant permettre d'obtenir la dotation de performance lors du calcul de la dotation du FADeC non affecté à allouer à la commune.

Au regard des éléments d'appréciation de la gestion de la commune au titre de l'année 2015, la performance de la commune a été appréciée et une note sur 70 points lui a été attribuée sur la base des indicateurs de performance décrits dans le manuel de procédures du FADeC ajustés au niveau des critères liés à la passation des marchés.

A ce niveau, les éléments pris en compte sont : l'existence des organes de PM (S/PRMP, CPMP) et de contrôle de PM (CCMP), ainsi que leur fonctionnement à travers la preuve des rapports sur les activités.

Aussi, l'indicateur sur « les délais de délivrance de l'acte de naissance après réception de la fiche de naissance » n'a pu être évalué et a été remplacé par « la Disponibilité du point d'exécution du FADeC au 31 décembre 2015 » suivant le fichier Excel du module analytique (GB/LGBC) et la « Fiche de collecte Données Exécution Technique FADeC 2015 » à remplir par le CST, CSPDL et S/. Le Secrétariat Permanent de la CONAFIL calcule cette note sur la base (i) de la célérité de l'envoi des données, plus précisément du fichier Excel du module analytique du GB/LGBC et de la « fiche CST » (ii) de la célérité de la réponse aux commentaires/demandes de correction de la CONAFIL (iii) de la qualité des données fournies, mesurée à travers la cohérence entre les données du CSAF et du CST.

Le tableau ci-après donne l'aperçu de la performance de la commune sur le fonctionnement de l'administration communale, le fonctionnement des organes élus et les finances locales² au titre de l'année 2015.

¹Le présent rapport ne concerne que l'audit de l'utilisation des ressources du FADeC et ne prend pas en compte les ressources propres.

² L'évaluation des indicateurs du critère lié aux finances locales de la commune est faite sur la base des informations du compte administratif 2015 de la Commune approuvée.

<u>Tableau 21</u>: Note de performance de la commune de Avrankou au titre de la gestion 2015

CRITÈRES DE PERFORMANCE	NOTE MAX.	MODE DE NOTATION	VALEUR RÉALISÉE EN 2015	NOTE OBTENUE	OBSERVATIONS/EXPLICATION
A- Fonctionnalité des org	anes élus	(20 points)	_		
Nombre de sessions ordinaires du Conseil Communal	6	Note max. quand 4 sessions ordinaires et plus. Moins 1 pt. pour chaque session de moins	4	6	Nombre de sessions ordinaires respecté
Fonctionnement des commissions permanentes obligatoires	4	Note max. si chaque commission permanente a tenu au moins une séance dans l'année (source de vérification : PV de la séance ou rapport). Moins 1 point pour chaque commission qui n'a donné la preuve de sa fonctionnalité à travers des PV ou rapports écrits.		4	
Adoption du budget primitif dans les délais légaux	6	Moins 1 point par 30 jours de retard		6	
Disponibilité du compte administratif dans les délais légaux	4	Moins 1 point par 30 jours de retard		4	
B- Fonctionnement de l'a	administra	tion communale (20 points)			
Passation des marchés : existence juridique et fonctionnalité des principaux organes de PM et fonctionnalité du S/PRMP	9	Le S/PRMP est fonctionnell : 3 points La CPMP est fonctionnelle : 3 points La CCMP est fonctionnelle : 3 points La note 0 est attribuée s'il n'est pas prouvé au moyen de rapports écrits, la fonctionnalité des organes. La note 0 est d'office attribuée si l'organe n'est pas créé.		6	Rapport S/PRMP n'est pas disponible
Tenue correcte des registres comptables	5	Les registres suivants sont ouverts et à jour Registre des engagements (1 point) Registre des mandats (1 point) Registre du patrimoine (1 point) Registre auxiliaire FADeC (2 points) Moins la moitié du point par registre s'il est ouvert mais pas à jour.		5	

CRITÈRES DE PERFORMANCE	NOTE MAX.	MODE DE NOTATION	VALEUR RÉALISÉE EN 2015	NOTE OBTENUE	OBSERVATIONS/EXPLICATION
Disponibilité du point d'exécution du FADeC	6	Disponibilité du point d'exécution du FADeC au 31.12.2015		3,39	Note donnée par la CONAFIL.
C- Finances Locales (30 p	oints)				
Augmentation des recettes propres sur l'année	10	1 point pour chaque point % d'augmentation, jusqu'au maximum de 10 points		0,00	Note calculée par la CONAFIL.
Dépenses d'entretien du patrimoine mobilier et immobilier par rapport aux dépenses de fonctionnement	10	1 point pour chaque point% du ratio dépenses d'entretien et réparation des biens immobiliers / dépenses de fonctionnementjusqu'au maximum de 10 points		3,33%	Note calculée par la CONAFIL.
Autofinancement de l'investissement	10	1 pt pour chaque point% du ratio Epargne nette / recettes totales de fonctionnement jusqu'au maximum de 10 points		10,00	Note calculée par la CONAFIL.
Totaux	70			47,72	

Source : Résultat de l'audit et compte administratif 2015.

6.2 EVOLUTION DE LA PERFORMANCE DE LA COMMUNE DE AVRANKOU AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

<u>Tableau 22</u>: Evolution des critères de performance

CDITEDES	INDICATEURS	ANNEE 2013		ANNEE 2014		ANNEE 2015	
CRITERES	INDICATEURS	RÉALISATION	Note	RÉALISATION	Note	RÉALISATION	NOTE
	Nombre de sessions ordinaires du Conseil Communal		4		6	4	6
Fonctionnem	Fonctionnement des commissions (permanentes obligatoires)		4		3		4
ent des organes élus	Adoption du budget primitif dans les délais		6		6	6	6
	Disponibilité du compte administratif dans les délais		4		4	4	4
	Sous-total						
	Passation des marchés: existence juridique et fonctionnalité des principaux organes de PM et fonctionnalité du S/PRMP		8		9		6
Fonctionnem ent de l'administrati on communale	Tenue correcte (ouvert et à jour) des registres comptables (engagement, mandatements, patrimoine et auxiliaire FADeC)		5		5		5
	Disponibilité du point d'exécution du FADeC				5,50		3,39
	Sous-total						
Finances locales	Taux d'augmentation des recettes propres de 2014par rapport à 2015		0		0,00	0,00	0,00

CDITEDES	INDICATEURS	ANNEE 2013		ANNEE 2014		ANNEE 2015	
CRITERES	INDICATEURS	RÉALISATION	Note	RÉALISATION	Note	RÉALISATION	NOTE
	Part des dépenses d'entretien dans les dépenses de fonctionnement		6,03		2,74	3,33%	3,33%
	Part de la dépense de fonctionnement reversée à la section d'investissement		10		10		10,00
	Sous-total						
TOTAL GENERAL			47,03		42,2 4		47,72

La commune de Avrankou a connu, entre 2014 et 2015, une légère amélioration des performances . Toutefois, elle est encore en dessous de la moyenne. Ainsi, de nombreux efforts doivent être fournis dans le cadre de la production du point d'exécution du FADeC, dans la redynamisation des organes de passation des marchés.

6.3 PERFORMANCE EN MATIERE DE RESPECT GLOBAL DES NORMES D'AUDIT

Constat:

En matière du respect des normes, il a été constaté que la commune de Avrankou n'a pas été en mesure de reconstituer les reports antérieurs successifs; elle ne met pas encore en application le manuel de procédures, ce qui a pour corrollaire l'inefficacité du système du contrôle interne . on note également la réalisation d'infrastructures inéligibles au FADeC; le non respect scrupuleux de la procédure de passation des marchés publics ainsi que le mauvais fonctionnement des commissions permanentes.

7. RECOMMANDATIONS

7.1 NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT 2014

Tableau 23 : Tableau de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'audit 2014

N°	RECOMMANDATIONS	STRUCTURE / ACTEUR PRINCIPAL CHARGÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION	NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE (FAIBLE, MOYEN, TOTAL)	SI RECOMMANDATION FAIBLEMENT MISE EN ŒUVRE, FORMULER NOUVELLE RECOMMANDATION OU RECONDUIRE
01	Remplir les conditionnalités requises et faire diligence à tous les niveaux aux fins du transfert intégral et à bonne date des ressources annoncées.	Maire, RGF	Moyen	
02	Veiller au respect des normes en matière des dépenses inéligibles dans la programmation des réalisations ; Appliquer les sanctions prévues au MdP FADeC en déduisant le montant de 23 957 237 FCFA de dépenses inéligibles de la prochaine dotation	Maire CONAFIL	Faible	Veiller au respect des normes en matière des dépenses inéligibles dans la programmation des réalisations ; Appliquer les sanctions prévues au MdP FADeC en déduisant le montant de 23 957 237 FCFA de dépenses inéligibles de la prochaine dotation
03	Appliquer les sanctions prévues en cas d'absence d'un conseiller pendant trois sessions ordinaires au cours d'une année. Inviter les intéressés à reverser les indemnités de session qu'ils ont indûment perçues.		Faible	Appliquer les sanctions prévues en cas d'absence d'un conseiller pendant trois sessions ordinaires au cours d'une année. Inviter les intéressés à reverser les indemnités de session qu'ils ont indûment perçues.
04	-Récupérer et reverser dans les caisses de la Commune, les perdiems indûment perçus par les membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières qui n'a produit aucun rapport en 2014Inviter toutes les Commissions à produire dorénavant les rapports de leurs	Maire	Faible	-Récupérer et reverser dans les caisses de la Commune, les perdiems indûment perçus par les membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières qui n'a produit aucun rapport en 2014Inviter toutes les Commissions à

N°	RECOMMANDATIONS	STRUCTURE / ACTEUR PRINCIPAL CHARGÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION	NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE (FAIBLE, MOYEN, TOTAL)	SI RECOMMANDATION FAIBLEMENT MISE EN ŒUVRE, FORMULER NOUVELLE RECOMMANDATION OU RECONDUIRE
	travaux et les présenter pour discussion et délibération			produire dorénavant les rapports de leurs travaux et
	par le Conseil Communal			les présenter pour discussion et délibération par le
	Renommerla Commission des Affaires Etrangères et de la			Conseil Communal
	Coopération Décentralisée en la limitant au domaine de			Renommerla Commission des Affaires Etrangères et
	compétence de la Commune notamment la coopération			de la Coopération Décentralisée en la limitant au
	décentralisée et l'intercommunalité			domaine de compétence de la Commune
				notamment la coopération décentralisée et
				l'intercommunalité
	Rendre disponibles tous les documents de planification et			
05	de gestion budgétaires aux archives aux fins de leur facile	Maire	Moyen	
	accessibilité au public.			
	Organiserlareddition de compte sur des thèmes qui			
06	renseignent au moins sur les ressources du budget	Maire	Total	
	d'investissement, leur origine et leur utilisation et faire le			
	point sur les prévisions et les réalisations du PAI. Inviter la CPMP, le S/PRMP et la CCMP à produire			
07	dorénavant, outre les rapports des travaux de PM, le	Maire	Moyen	
"	rapport d'activités, chacun en ce qui le concerne	Ividire	ivioyen	
	Veiller à la transmission effective sous forme papier, du			
08	PPMP à la DNCMP comme prescrit par CDPMP	Maire, PRMP	Moyen	
09	Veiller au respect des seuils de passation des marchés	Maire, PRMP	Total	
09	publics en privilégiant les commandes uniques.	ivialie, FRIVIF	TOTAL	
10	Veiller à publier de façon systématique les avis d'appelà la	Maire, PRMP	Faible	Veiller à publier de façon systématique les avis
	concurrence dans le journal des MP.			d'appelà la concurrence dans le journal des MP.

		STRUCTURE / ACTEUR	NIVEAU DE MISE	SI RECOMMANDATION FAIBLEMENT MISE EN ŒUVRE,
N	RECOMMANDATIONS	PRINCIPAL CHARGÉ DE LA	EN ŒUVRE	FORMULER NOUVELLE RECOMMANDATION OU RECONDUIRE
		MISE EN ŒUVRE DE LA	(FAIBLE, MOYEN,	
		RECOMMANDATION	TOTAL)	
	Inviter chaque acteur intervenant dans le processus de			Inviter chaque acteur intervenant dans le processus
13	. PM à mieux s'organiser pour jouer sa partition dans le	Maire, PRMP Fai	Faible	de PM à mieux s'organiser pour jouer sa partition
	délai imparti.			dans le délai imparti.
12	Constituer auprès du S/PRMP un dossier par opération financé sur FADeC auprès du S/PRMP et comprenant les dossiers de PM, les correspondances, les factures et toutes autres pièces liées à l'exécution du projet	Maire, PRMP	Faible	Constituer auprès du S/PRMP un dossier par opération financé sur FADeC auprès du S/PRMP et comprenant les dossiers de PM, les correspondances, les factures et toutes autres pièces liées à l'exécution du projet
	Prendre les dispositions nécessaires pour rendre			
13	fonctionnel le logement de la Sage -Femme à GBAGLA	Maire	Moyen	
	GANFAN par son alimentation en eau potable.			
14	Prendre les dispositions pour corriger les malfaçons sur tous les ouvrages avant leur réception définitive.	Maire	Moyen	

7.2 NOUVELLES RECOMMANDATIONS 2015

<u>Tableau 24 :</u>Tableau récapitulatif des nouvelles recommandations de l'audit de 2015

N°	RECOMMANDATIONS	STRUCTURE / ACTEUR PRINCIPAL CHARGÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION	STRUCTURE / ACTEUR D'APPUI
1-	Effectuer toutes les diligences requises aux fins de reconstituer les reports successifs de crédits de la commune	C/SAF- RP	Maire
2-	Prendre les dispositions idoines aux fins d'améliorer le taux de consommation des crédits mis à la disposition de la commune. Il peut, en attendant, le transfert des ressources nouvelles, consommer les crédits reportés. Il doit ainsi œuvrer pour le recouvrement des ressources propres.	Maire	
3-	Prendre les dispositions nécessaires en vue de réduire le délai de mandatement. Il pourra à cet effet revoir le circuit des mandats.	Maire	
4-	Instruire les services compétents de la mairie en vue de la production et de la transmission périodique des informations relatives aux opérations financées sur FADeC	Maire	
5-	Instruire le service financier en vue de renseigner dans les détails les annexes du budget surtout en ce qui concerne les immobilisations.	Maire	
6-	Eviter de financer sur les ressources Fadec les projets qui n'y sont pas éligibles.	Maire	
7-	Faire valider systématiquement par la CCMP les avis DAO avant leur lancement.	PRMP	Maire
8-	Prendre les dispositions en vue de faire publier les avis d'appel d'offres par les canaux légaux.	Maire	
9-	Instruire la personne responsable des passation des marchés publics à l'effet de l'ouverture d'un registre dans lequel sont consignés le nombre de DAO confectionné, vendu et restant.	Maire	

N°	RECOMMANDATIONS	STRUCTURE / ACTEUR PRINCIPAL CHARGÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION	STRUCTURE / ACTEUR D'APPUI
10-	Veiller au respect scrupuleux de la procédure de passation des marchés publics, à l'ouverture et la tenue à jour d'un registre des marchés.	PRMP	Maire
11-	Procéder à la notification définitive par la prise d'un acte.	Maire	
12-	Rendre fonctionnel les commissions permanentes. Il devra à cet effet, surbornner le paiement de leur perdiems à la production de rapport débatu en session.	Maire	Conseil Communal
13-	Faire aménager une salle de documentation appropriée.	Maire	

CONCLUSION

Au regard des observations faites, la commission d'audit a relevé des progrès par endroits mais aussi des faiblesses qui ont considérablement affecté les performances de la commune. Elle doit donc œuvrer pour les améliorer; de même, malgré les dispositions prises en vue de mettre en œuvre les recommandations issues du précédent audit, certaines irrégularités persistent encore. Toutefois, les risques présentés sont maîtrisables à condition que les recommandations formulées soient réellement mises en œuvre.

Enfin, les auditeurs estiment que les irrégularités relevées ne sont pas de nature à compromettre le bénéfice des transferts de nouvelles ressources.

Cotonou, le 31 Octobre 2016

Le Rapporteur,

Le Président,

Coffi Dotouvi KOKO

Jean A. HOUNKPE